

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL

PROVINCE KIRUNDO

COMMUNE GITOBE

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL (PRADECS)

Lors d'un atelier de formation des  
membres du CCDC



**PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE**

**(PCDC) DE LA COMMUNE GITOBE**

**2008- 2012**

**Gitobe, une commune où la population a accès aux soins de santé, pleine  
d'intellectuels, paisible, habitant décentement avec une production suffisante et la  
sécurité alimentaire assurée**

PCDC élaboré avec l'appui financier du

PRADECS

Agence de facilitation :

APRODEC

## Tables des matières

0. Introduction.....	1
1. Le cadre de travail .....	1
2. Objectifs de l'élaboration du PCDC.....	1
3. Cadre du Plan Communal de Développement Communautaire (PCDC) .....	2
I. Démarche méthodologique .....	2
I.1. L'approche .....	2
I.2. Le processus .....	3
I.2.1. La phase préparatoire.....	3
I.2.2. Le diagnostic participatif de la commune.....	4
I.2.3. La collecte des données secondaires .....	4
I.2.4. La collecte des données primaires.....	5
I.2.5. Atelier zonaux .....	5
I.2.6. Atelier de synthèse au niveau communal .....	6
I.2.7. Atelier des réflexions thématiques.....	6
II. Présentation de la Commune.....	7
II.1. Situation géographique et traits physiques.....	7
II.2. Structures administratives.....	7
II.3. Profil du personnel de la commune .....	7
II.4. Situation socio- démographique .....	8
II.4.1. Les données démographiques .....	8
II.4.2. Les groupes particuliers (rapatriés ; déplacés ; ) .....	9

III. Diagnostic de la commune.....	9
III.1. Etat des lieux .....	9
III.1.1. L’habitat .....	9
III.1.1.1. L’habitat rural .....	10
III.1.1.2. L’habitat urbain .....	11
III.1.2. Les secteurs sociaux.....	11
III.1.2.1. Education et formation .....	11
III.1.2.2. La Santé .....	23
III.1.2.3. Eau et assainissement .....	28
III.1.2.4. Justice, cohésion sociales et structures communautaires.....	29
III.1.2.5. Jeunesse et sport .....	31
III.1.3. Secteurs économiques .....	33
III.1.3.1. Agriculture.....	33
III.1.3.2. L’élevage .....	40
III.1.3.3. Pêche et pisciculture .....	43
III.1.3.4 Industrie et artisanat .....	43
III.1.3.5. Les activités minières .....	45
III.1.4. L’énergie .....	45
III.1.5. Les voies de communication .....	46
III.1.6. Le réseau des services .....	47
III.1.7. Analyse des intervenants dans la commune .....	47
III.1.7.1. Les associations et groupements œuvrant dans la commune .....	47

III.1.7.2. Les intervenants externes à la commune .....	47
III.1.8. Les finances communales .....	48
III.1.8.1. Les principales sources de recettes et postes de dépenses .....	48
IV. Analyse de la problématique du développement de la commune : des potentialités et des contraintes au développement .....	49
IV.1. Rappel des atouts et potentialités de la commune .....	49
IV.2. Rappel des contraintes et des problèmes de la commune.....	50
V. Orientation stratégiques et vision de la commune .....	52
V.1. Rappel des orientations stratégiques de développement d'un pays .....	52
V.2. Vision de la commune .....	53
V.3. Formulation des orientations stratégiques de développement de la commune.....	54
V.4. Formulation des résultats et actions à mener en fonction des projets identifiés....	55
VI. Planification financière et durée des projets .....	58
VII. Mécanisme de mise en oeuvre, de suivi- évaluation et d'actualisation du PCDC.....	77
VII.1. La mise en oeuvre du PCDC.....	77
VII.1.1. Phase organisationnelle .....	77
VII.1.2. Phase opérationnelle .....	79
VII.2. Evaluation financière de la stratégie de mise en oeuvre et du suivi- évaluation du plan .....	80
VII.3. Suivi- évaluation du plan .....	80

## Liste des tableaux

Tableau n°1 : Répartition de la population par tranche d'âge .....	8
Tableau .n°2 : Situation de l'habitat .....	10
Tableau n°3 : Etat des infrastructures et commodités à tous les niveaux d'enseignement.....	12
Tableau n°4 : Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires par zone .....	13
Tableau n°5 : Répartition des élèves par niveau de classe .....	14
Tableau n°6 : Evolution des taux de réussite des examens de passage du primaire au secondaire .....	16
Tableau n°7 : Besoins en enseignants au primaire .....	17
Tableau n°8 : Situation des effectifs des élèves, enseignants, salles de classes et bancs pupitres par école et par direction scolaire .....	17
Tableau n°9 : Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires.....	19
Tableau n°10 : Besoins en enseignants au secondaire.....	20
Tableau n°11 : Données épidémiologiques .....	24
Tableau n°12 : Etat des infrastructures .....	24
Tableau n°13 : Fréquentation et capacités d'accueil des structures de santé .....	25
Tableau n°14 : Situation du personnel de santé en 2008 dans la commune de Gitobe .....	26
Tableau n°15 : Prise en charge en matière du VIH /SIDA.....	27
Tableau n°16 : Les sources aménagées de la commune Gitobe .....	28
Tableau n°17 : Estimation des superficies exploitées et des productions par type de culture .....	35
Tableau n°18 : Superficie et exploitation des marais aménagés .....	37
Tableau n°19 : Superficie et exploitation des marais non aménagés .....	37
Tableau n°20 : Recensement du bétail ( Janvier 2008 ) .....	41

Tableau n°21 : Recensement du bétail ( Janvier 2009 ).....	41
Tableau n°22 : Intervenants externes à la Commune.....	47
Tableau n°23 : Les principales sources de recettes de la commune au cours des 4 dernières années.....	48
Tableau n°24 : Les principales sources de dépenses de la commune au cours des 4 dernières années .....	49
Tableau n°25 : Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) .....	52
Tableau n°26 : Formulation des résultats et actions à mener en fonctions des projets identifiés.....	55
Tableau n°27 : Analyse thématique des problèmes liés l'éducation .....	58
Tableau n°28 : Analyse thématique des problèmes liés à l'eau potable et à l'assainissement du milieu .....	61
Tableau n°29 : Analyse thématique des problèmes liés à la santé.....	64
Tableau n°30 : Analyse thématique des problèmes liés aux actions sociales.....	65
Tableau n° 31 : Analyse thématique des problèmes liés l'agri- élevage et à l'environnement .....	66
Tableau n° 32 : Analyse thématique des problèmes liés au mauvais état des pistes rurales.....	68
Tableau n°33: Analyse thématique des problèmes liés à l'habitat de la population.....	71
Tableau n°34: Analyse thématique des problèmes liés au VIH/SIDA .....	72
Tableau n°35: Analyse thématique des problèmes liés à la gouvernance .....	74
Tableau n°36: Analyse thématique des problèmes liés à l'économie .....	76

## **Sigles et abréviations**

AGR : Activité génératrice de revenu

APRODEC	: Association pour la promotion du développement communautaire
CCC	: Communication pour le Changement du Comportement
CAM	: Carte d'Assurance Maladies
CCDC	: Comité Communal de Développement Communautaire
CDC	: Comité de Développement Collinaire
CDS	: Centre De Santé
CSLP	: Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
COCO	: Collège Communal
DP	: Diagnostic Participatif
DPAE	: Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DPS	: Direction Provinciale de la Santé
EP	: Ecole Primaire
FAO	: Food and Agriculture Organization
FHI	: Family Health International
HCR	: Haut Commissariat des Réfugiés
IEC	: Information, Education et Communication
MARP	: Méthode Accélérée de Recherche Participative
ME	: Mauvais état
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PCDC	: Plan Communal de Développement Communautaire
PRADECS	: Projet d'Appui au Développement Communautaire et Social
PRASAB	: Programme de Réhabilitation du Secteur Agricole au Burundi
PVVS	: Personnes Vivant avec le VIH/SIDA
RCE	: Régie Communal de l'Eau
REGIDESO	: Régie de production et de distribution d'eau et d'électricité
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage

SIDA : Syndrome d'Immuno- Déficience Acquis

UNICEF : Organisation des Nations Unies pour l'enfance et l'Education

## **0. INTRODUCTION**

Le Burundi à la sortie de la crise socio-économique qui n'a que trop duré a élaboré un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté et a mis en place une politique de décentralisation. Cette politique fait que la commune soit une porte d'entrée des interventions. La Loi Communale du 20 avril 2005 confirme la volonté ferme du Gouvernement de donner une place de choix aux collectivités locales dans le développement du pays. Une communauté qui est à la fois actrice et bénéficiaire. Elle se caractérise en outre par la mise en place des organes consultatifs, l'autonomie financière et l'établissement des prévisions financières pour les collectivités territoriales.

Les principaux instruments de planification adoptés par le Gouvernement du Burundi que sont le Programme du Gouvernement 2005-2010, le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la pauvreté (CSLP), l'Etude prospective Burundi 2025 ainsi que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) réservent également une place importante à la décentralisation. Le seul moyen de faire une planification participative qui permet une appropriation des bénéficiaires et d'assurer un développement global de la communauté.



Les élus locaux ont dans nouvelle politique une obligation de développer leurs communes respectives. C'est dans cette perspective que la loi communale prescrit que la commune élabore son plan de développement communautaire en harmonie avec les orientations nationales et internationales.

Chaque commune doit donc disposer d'un Plan Communal de Développement Communautaire qui lui servira d'outil d'orientation et d'actions de développement pris en main par les populations elles-mêmes. Cela permettra de recueillir l'engagement effectif de la population bénéficiaire dans l'accomplissement des actions envisagées.

### **1. Le cadre de travail**

L'élaboration du Plan Communal de Développement Communautaire de la commune Gitobe s'inscrit dans le processus de décentralisation reconnue à la commune par la loi communale du 20 Avril 2005 en son article 13, alinéa 7.

Dans cette noble action de planification communale, la commune Gitobe a reçu l'appui du PRADECS en collaboration avec APRODEC comme agence de facilitation. Comme le nom l'indique l'objectif de cette agence est d'accompagner les acteurs locaux dans un souci de leur transmettre toutes les techniques et les savoirs faire pour l'auto-prise en charge en matière de développement. L'agence apporte l'appui nécessaire en vue de leur permettre de planifier le développement à travers un processus participatif et d'élaborer le Plan Communal de Développement Communautaire (PCDC).

### **2. Objectif de l'élaboration du PCDC**

L'objectif visé par un PCDC est d'aider à mettre en place une bonne gouvernance pour assurer un développement communautaire. Mais aussi PCDC permet au Conseil Communal et de tout autre intervenant dans la commune de disposer d'un véritable outil d'orientation et d'actions de développement proposé à l'issue d'un diagnostic participatif. Le PCDC donne des stratégies et des actions concrètes de développement socio-économique capables de transformer dans la qualité de vie des populations de la commune. Le PCDC vise à gérer rationnellement les ressources selon les objectifs fixés par les communautés. Ces ressources pouvant être disponibles à la commune ou négociables le PCDC servant de base de négociation.

### **3. Cadre du Plan Communal de Développement Communautaire**

La planification communale n'est pas isolée. Elle fait référence à d'autres outils de planification existants. Les politiques sectorielles des différents ministères sont tenues en considération mais aussi les documents de planification stratégique nationale (CSLP, OMD,...). C'est-à-dire que la volonté de la population doit être confrontée ces outils de planification pour vérifier leurs concordances. Etant donné que le PCDC est le fruit d'une planification participative sa mise en œuvre et son suivi-évaluation doivent suivre le même chemin. Toutes les parties prenantes (la

population, les services déconcentrés, les intervenants et les organisations de la société civiles) doivent être associées dans toutes les étapes.

## **I. DEMARCHE METHODOLOGIQUE**

L'approche ayant guidé l'élaboration du PCDC est l'approche participative. Le principe étant une formation action. Celui a été effectué depuis le début jusqu'à la fin du processus. Cette approche a été suivie dans le souci de permettre à la commune de disposer d'une expertise locale capable de planifier dans l'avenir.

Le processus d'élaboration du Plan Communal de Développement Communautaire de la commune Gitobe a été conduit par l'équipe communale de planification mise en place par le Conseil Communal avec l'accompagnement technique de l'agence de facilitation APRODEC. Comme énoncé plus haut, le Projet d'Appui au Développement Economique et Social a confié à l'ASBL APRODEC l'accompagnement de la commune Gitobe dans l'élaboration du PCDC.

Le processus d'élaboration du PCDC de la commune Gitobe a suivi les étapes du guide pratique de planification communale outil de référence pour tous les intervenants en matière de planification communale telle arrêté par le Vice- Ministère chargé de la planification.

### **I.1. l'approche**

L'approche méthodologique visait à :

- Avoir une vision commune du développement de la commune ;
- gérer rationnellement les ressources de la commune ;
- faciliter un développement global, équilibré et durable du territoire
- élaborer les plans d'actions annuels de la commune en tenant compte des besoins réels de la population ;
- accroître les capacités locales des collectivités en matière de réflexion collective et consensuelle
- doter la commune d'un cadre formel pour l'élaboration annuelle des actions de développement ;
- doter la commune d'un outil de négociation avec les partenaires au développement ;
- garantir une appropriation effective de la population des actions entreprises.

### **I.2. Le processus**

La démarche méthodologique a suivi un processus en cinq phases, elles - mêmes subdivisées en 15 étapes. Ces phases sont les suivantes :

- La phase préparatoire ;
- La phase de l'analyse diagnostique de la commune ;
- La phase de la formulation de la vision, des orientations stratégiques et des objectifs spécifiques
- La phase de la programmation

- La phase de la validation

### **I.2.1. La phase préparatoire**

La phase préparatoire a eu lieu à partir du mois d'octobre 2008 et s'est déroulée en trois étapes à savoir la prise de décision par les instances habilitées, la campagne d'information et la mise en place et formation de l'équipe d'animation.

#### **a) La prise de décision par les instances habilitées :**

L'élaboration du PCDC de la commune Gitobe a été le fruit de la commune et de l'agence de facilitation. Les deux ont d'abord pris le temps d'échange et fixé les stratégies pour mener à bon port ce travail noble. Après ces échanges et prises de stratégies, le Conseil Communal s'est réuni notamment pour assurer une convergence de la compréhension par tous les membres de l'importance d'un plan Communal de Développement Communautaire et de s'engager pour la sensibilisation et l'information de la population pour la participation active au processus. Le Conseil Communal a du même coup désigné l'équipe technique communale chargée de l'élaboration du PCDC et du côté de l'équipe d'appui, cette étape a permis de :

- Partager les tâches dans la collecte des données secondaires ;
- élaborer des fiches de collecte de données ;
- identifier les personnes, les groupes de personnes, les services et institutions indiqués afin d'avoir des données fiables ;
- mettre en place un calendrier de travail pour tout le processus avec les différents partenaires impliqués dans le processus d'élaboration du PCDC.

#### **b) La mise en place et la formation de l'équipe communale.**

Après consultation avec les membres du Conseil Communal, l'Administrateur a mis en place une équipe constituée de 15 membres provenant des divers services de la Commune, de la société civile et appuyée par des membres du Conseil communal. Cette équipe d'animation a reçu une formation-action par l'agence de facilitation. La formation a insisté sur les techniques d'animation et la conduite du processus d'élaboration du PCDC. Avant d'aller sur les collines, l'équipe a eu une séance théorique avant d'aller poursuivre la formation sur terrain.

#### **c) L'information et la sensibilisation**

L'administration communale a tenu une réunion à l'intention des échelons inférieurs de l'administration (chefs de zone et chefs de collines ainsi que les personnes chargées de la sécurité) pour l'informer sur le travail qui allait commencer ainsi que son importance de la

participation de tout le monde dans ce processus. Il était aussi une occasion de les expliquer l'importance du PCDC dans la vie d'une commune. A leur tour l'administration à la base appuyée par l'équipe d'animation a sensibilisé la population sur toutes les collines sur l'importance de leur participation active afin que leurs besoins soient pris en compte.

### **I.2.2. Le diagnostic participatif de la Commune**

Après un temps de préparation de bureau et de terrain, la phase consacrée au diagnostic a démarré depuis le mois de novembre 2008 avec la collecte des données secondaires d'abord et la collecte des données primaires au cours des réunions en assemblée générales organisées au niveau des collines de recensement, des ateliers spécifiques organisés au niveau des zones et une synthèse communale a été organisée. Après l'atelier de synthèse organisé au niveau communal, des réflexions thématiques ont suivi et se sont clôturées au mois février 2009.

### **I.2.3. La collecte des données secondaires :**

La collecte des données secondaires consiste à rassembler toute la documentation existante sur la commune, à recueillir des informations auprès des personnes compétentes et des services œuvrant dans la commune ou dans la province pour avoir un état des lieux de la commune. Les données des secteurs plus importants dans la vie de la commune ont été collectées. Il s'agit principalement des aspects socio- démographiques et habitat, de l'agriculture et l'élevage, de la foresterie et de l'environnement , du développement rural comprenant l'hydraulique et l'électrification rurales, l'éducation formelle et non formelle, les services de santé, les voies de communication, etc. Les intervenants dans la commune ont aussi été identifiés ainsi que leurs approches et domaines d'activités.

Des fiches, élaborées pendant la phase de préparation, ont été utilisées par l'équipe de planification communale. Les données collectées ont pu permettre une bonne préparation des animations collinaires.

### **I.2.4. La collecte des données primaires**

La collecte des données primaires consiste à organiser des animations sur toutes les collines que compte la commune Gitobe. Toute la population dans toutes ces composantes était conviée à ces animations collinaires. La présence de toutes les couches de la population avait pour objectif de pouvoir identifier tous les atouts et les potentialités pour servir de base des actives de développement de la colline. Les contraintes majeures qui minent le développement étaient inventoriées et analysés. Des solutions pour arriver à un futur meilleur étaient proposées. L'outil principalement dans cette phase est la méthode de recherche participative (MARP).

Les animations ont été conduites par l'équipe d'animation appuyée par l'agence de facilitation. Sur chaque colline, l'animation était précédée par une séance d'explication de tenir compte de l'intérêt général et non des intérêts personnels ou partisans.

Une fois rassurée de la bonne compréhension de l'objet de la mission, la population présente en assemblée générale a entamé l'identification et l'analyse des potentialités et atouts ainsi que des problèmes et contraintes, leurs causes, leurs conséquences et enfin les principales actions à mener.

Cette analyse des problèmes qui minent leur développement présente un avantage dans la mesure où elle permettait à la population de prendre une conscience des défis auxquels elle doit faire face, mais aussi l'activité permettait à l'équipe communale de planification de mieux comprendre les réalités des collines.

Avant de clôturer la réunion, une occasion était donnée au rapporteur choisi parmi les participants à la réunion de faire une synthèse de l'animation. Il citait les différents points discutés et des conclusions arrêtées. Des compléments si il y en a étaient donnés par l'assemblée. Les séances d'animation ont été complétées par des ateliers au niveau de chaque zone

### **I.2.5. Les ateliers zonaux**

Après le tour de toutes les collines des animations spécifiques ont été organisées dans chaque zone pour compléter les données tirées des différentes collines. Cette analyse et compléments étaient effectués de manière participative de tous délégués de la population choisis au niveau de chaque colline.. Ces ateliers, organisés au niveau de chaque zone pendant deux jours, étaient animés par des membres de l'équipe communale désignés et formés pour accompagner le processus d'élaboration du Plan Communal de Développement Communautaire.

Les participants étaient des délégués représentant l'administration à la base, les services techniques déconcentrés et les leaders communautaires. Tous les groupes sociaux, à savoir les hommes, les femmes, les jeunes, les rapatriés, les déplacés, les démobilisés, les handicapés, les veuves, les groupes minoritaires comme les Batwa, etc., étaient tous conviés à cet atelier.

Les participants ont eu l'occasion d'approfondir l'analyse des atouts et potentialités, leur rôle ainsi que leur entretien. Mais aussi les principaux problèmes qui minent le développement de la zone sans oublier leurs manifestations. Ils ont également :

- Ajouté d'autres problème oubliés sur les collines,
- analysé les relations de causes à effets par les arbres à problème,
- priorisé les problèmes prioritaires dans les différents domaines de la vie socio-économique,
- déterminé les actions à mener à partir des solutions envisagées pour résoudre ou atténuer ces problèmes,

- proposé les contributions des différents intervenants regroupés en trois catégories à savoir les populations, les services de l'administration et les intervenants externes.

### **I.2.6. Atelier de synthèse communale**

L'atelier de synthèse communale a été organisé pour la mise en commun des résultats obtenus dans les ateliers spécifiques des différentes zones qui composent la commune. Tout comme dans les zones, une synthèse des atouts et potentialités a été effectuée. La liste des principaux problèmes de la commune a été établie, leurs manifestations ainsi que les actions proposées pour changer la situation. Le résultat principal étant le Plan d'Action Communal (PAC). Cet atelier a duré 2 jours et a regroupé les participants provenant de toutes les zones de la commune, et composés de délégués des structures communautaires et de la société civile au niveau des zones et des représentants des services déconcentrés de la commune.

### **I.2.7. Ateliers des réflexions thématiques**

L'atelier de réflexions et discussions thématiques, priorisations et de mise en commun a duré 3 jours à la commune. Cet atelier a été organisé de façon que toutes les parties prenantes aient pris part à cet atelier. Il s'agit notamment : les services sectoriels intervenant dans la commune, les structures déconcentrées de la province, les membres du Conseil communal, les structures communautaires et la société civile. Leur apport a été énorme surtout dans l'analyse de la faisabilité des actions proposées au cours de l'atelier de synthèse communale. Tenant compte de la représentativité des secteurs, les participants ont échangé sur le regroupement des secteurs pour se répartir en groupes afin de travailler en commissions. Ainsi, l'essentiel du travail a été fait en commissions.

- ❖ La première commission qui va mener les réflexions dans les secteurs : santé, Bonne gouvernance, Sida, Eau et assainissement
- ❖ La deuxième commission chargée d'analyser les problèmes des secteurs de l'habitat, des actions sociales et de l'éducation ;
- ❖ La troisième commission chargée d'analyser les problèmes des secteurs de l'agriculture-élevage, de l'environnement, des pistes rurales et de l'économie

Les participants à cet atelier de discussions et réflexions thématiques ont été regroupés en trois commissions pour étudier les thèmes ci-après :

Les travaux en commissions consistaient à :

- Vérifier la cohérence entre les propositions communales et les orientations nationales (CSLP et OMD) ainsi que leur faisabilité technique ;
- proposer des projets concrets techniquement et financièrement réalisables en déterminant les activités à mener, leurs coûts, les intervenants (si possible), et le chronogramme des activités sur cinq ans ;

- Analyser l'impact économique, social et environnemental de ces activités sur la commune et ses habitants

Avant de commencer les activités en commissions, les membres devaient élire un président et un rapporteur, pour faciliter les échanges et synthétiser les idées d'analyses thématiques.

Après la présentation des résultats de chaque commission en plénière, et après avoir intégré les compléments des membres de la commission et les contributions de tous les participants, les résultats des réflexions thématiques en commune Gitobe ont été repris dans les tableaux du chapitre VI.

## **II. PRESENTATION DE LA COMMUNE**

### **II.1. Situation géographique**

La commune Gitobe est délimitée au Nord par la commune Busoni ; au Sud par les communes Gashoho et Butihinda de la province Muyinga ; à l'Ouest par la commune Bwambarangwe et à l'Est par la commune Vumbi.

### **II.2. Structures administratives**

Cette commune se subdivise en 3 zones et 20 collines. Les zones sont : Gitobe, Baziro et Shore. Les 20 collines sont : Kivumu, Marembo, Mirwa, Ngoma, Nyenzi, Ruhongore, Runganzi, Santunda, Shore, Bigombo, Gahosha, Gasuga, Butahana, Bucana, Butihinda, Gihinda, Gihinga, Cumba, Baziro, Bugwana et Tonga.

### **II. 3. Profil du personnel de la commune**

La commune dispose d'un personnel de 20 unités dont l'administrateur ai (Conseiller technique socio –administratif) avec un diplôme de D6, le Conseiller Technique chargée du développement de niveau D6 . Leurs collaborateurs, le secrétaire, le comptable sont des respectivement un humaniste et un A3. Enfin, les 3 agents de l'état civil sont des A3 ; les 3dactylographes sont respectivement 2 de niveau 6<sup>ème</sup> et 1 de niveau 8<sup>ème</sup>, le chauffeur et les 5 plantons n'ont que le niveau primaire. Sur ces 20 unités, 4 sont des femmes soit 20%.

### **II.4. Situation sociodémographique**

#### **II.4.1. Les données démographiques**

Les données disponibles sur la population de la commune Gitobe ont été tirées de la monographie de la commune. Les données plus fiables seront disponibles après la publication des résultats du recensement de la population effectué au mois d'Août. La population est estimée à 62 773 avec une densité moyenne de 348 hab/Km2 selon les estimations de l'Unité de Planification de la Population (UPP).

La densité moyenne de la commune Gitobe est supérieure à la densité du pays (259 hab/km<sup>2</sup>) et de la province (331 hab /km<sup>2</sup>)

**Tableau 1 : Répartition de la Population par tranche d'âge**

Groupes d'âges	Sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	6 912	7 037	13 949
5-9	4 710	4 614	9 324
10-14	3 527	3 829	7 356
15-19	2 811	2 591	5 402
20-24	2 477	2 948	5 425
			<b>41 456</b>
25-29	2 265	2 279	4 544
30-34	1 904	2 147	4 052
35-39	1 296	1 359	2 655
40-44	840	1 167	2 006
45-49	650	832	1 482
50-54	600	998	1 599
55-59	513	700	1 214
60-64	486	779	1 265
65-69	287	405	692
70-74	310	410	720
75-79	217	304	521
80+	393	181	574
<b>Total</b>	<b>30 199</b>	<b>32 579</b>	<b>62 778</b>

Source : Département de la population, MININTER



La population de la commune Gitobe est très jeune. La tranche des moins de 25 ans représente plus de 66 % de la population.

#### **II.4.2. Les groupes particuliers**

Dans la commune de Gitobe comme un peu partout dans le pays, beaucoup de familles rencontrent des difficultés de subsistance. Cela se remarque surtout quand on compte le nombre de différents groupes de gens vulnérables comme les enfants orphelins du Sida, les enfants indigents, les sinistrés de guerre, les veuves et les personnes âgées, ... Cette commune compte 427 déplacés dont 97 hommes, 136 femmes et 194 enfants. Elle compte également 56 démobilisés. Donc, il est important que des actions spécifiques à ces groupes soient menées afin qu'il y ait un développement durable et harmonieux de la société.

### **III. DIAGNOSTIC DE LA COMMUNE**

#### **III.1. Etat des lieux**

##### **III.1.1. Habitat**

Le Burundi a adopté, depuis 1989, une politique visant l'acquisition d'un habitat décent pour toute la population. Cette politique a été appuyée par plusieurs partenaires du gouvernement.

Les interventions ont porté sur l'octroi du crédit en nature ou en espèce en faveur de l'amélioration de l'habitat rural mais également sur des actions de promotion des matériaux de construction produits localement et plus particulièrement les matériaux de couverture.

Avant la crise de 1993, le taux de maison à toiture améliorée était d'environ 45 %. Le taux de croissance annuel dans le secteur de l'habitat était de 3,3 % et il fallait doubler pour atteindre l'objectif d'un habitat décent pour tous à l'horizon 2000 que le gouvernement s'était fixé.

Les effets de la crise sur l'habitat rural furent dramatiques. En effet, plus de 32.000 maisons ont été détruites dans la seule province de Kirundo dont 1.122 dans la commune de Gitobe.

Les populations ont dû se regrouper dans des camps de déplacés, de regroupés, tandis que d'autres se sont réfugiées dans les pays voisins, surtout en Tanzanie.

Actuellement l'habitat dans la commune de Gitobe ne répond pas aux normes requises pour un habitat décent comprenant des maisons construites en matériaux durable ou semi-durables, ayant un plan bien aéré et qui répond aux normes techniques prévues, couvertes de tôles ou des tuiles. C'est également un habitat bénéficiant d'un équipement minimal intérieur et environnemental permettant aux occupants et aux voisins de vivre en bonne santé à l'abri des sources de dégradation de la vie, des intempéries, des milieux insalubres, .....

L'habitant de Gitobe est très attaché à sa part du domaine terrien (Itongo) qui se matérialise par la mise en place d'une habitation entourée d'exploitations agro-pastorales.

Tout le territoire de la commune est occupé par des familles sur des terrains de plus en plus morcelés au fur des générations.

**Tableau n° 2 : Situation de l'habitat**

Nombre de maisons en tôles	Nombre de maisons couvertes en pailles / feuilles de bananiers	Nombre de maisons couvertes de tuiles	Nombre de maisons détruites pendant la crise	Nombres de maisons reconstruites	Nombre de maisons à reconstruire
2 384	6 020	738	1 313	398	915

Dans la commune de Gitobe, on distingue deux types d'habitat, à savoir : l'habitat rural et l'habitat semi-urbain.

### **III.1.1.1. L'habitat rural**

L'habitat rural est généralement dispersé sur les collines. On rencontre aussi un type d'habitat groupé au chef-lieu de la commune et dans une moindre mesure autour des petits centres de négoce.

L'habitat rural de la commune est en général précaire et rudimentaire compte tenu des matériaux utilisés :

- ❖ Les murs sont en briques cuites, briques adobe, ou en pisée avec forte dominance des deux derniers cas (85%);
- ❖ Les toits sont en tôles, en tuiles de fabrication artisanale, ou en chaume (pisé) avec dominance du dernier cas (80%) ;
- ❖ Le pavement est en ciment ou en terre battue avec dominance du dernier cas (95%).

En ce qui concerne l'habitat rural groupé, exception faite du chef lieu de province de Kirundo, des maisons sont essentiellement construites en pisé (52 %), en briques adobes( 45%) tandis que seulement 2 % sont en briques cuites. Les proportions changent sensiblement pour l'habitat

dispersé. En effet, les chiffres montrent que 27 % des maisons sont en briques adobes, 73 % en pisé et seulement 0,1 % en briques cuites.

Au niveau de la toiture des maisons, l'habitat groupé présente les caractéristiques suivantes :

La couverture avec les tuiles est de 6 % suivi par les maisons couvertes par des chaumes (43%). La part des maisons couvertures par des tôles est 51 %. L'habitat dispersé présente des proportions différentes : 4 % des maisons sont couvertes de tuiles, 60 % de chaumes et 35 % de tôles.

Concernant des toilettes : pour les maisons groupées 22 % possèdent des toilettes extérieures tandis que ce chiffre augmente jusqu'à 51 % pour des maisons dispersées.

### **III.1.1.2. L'habitat urbain**

L'habitat semi-urbain se limite au seul centre de Gitobe. Les autres petits centres sont de dimension insignifiante.

Dans ces centres, la disparition des toitures en chaume en faveur de la tôle importée et de la tuile fabriquée localement est remarquable. De même, les murs en pisé qui représentent plus de 80 % en milieu rural sont rares dans les centres. Le pavement en ciment est plus prépondérant que le pavement en terre battue.

### **III.1.2. les secteurs sociaux**

#### **III.1.2.1. Education et formation**

Le système d'éducation et de formation dans la commune est organisé par le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique. L'accès à l'Education au Burundi reste limité du fait de plusieurs facteurs notamment la pauvreté des ménages, le faible niveau d'instruction des parents ainsi que le peu d'infrastructures éducatives implantées dans la commune. Pour pallier à cette lacune, l'on fait recours à l'éducation non formelle qui s'adresse aux jeunes non scolarisés et aux adultes afin de leur donner une éducation de base à travers un programme d'alphabétisation et des CEM. Le retour progressif de la sécurité a permis une remontée des indicateurs de fréquentation scolaire. Les indicateurs en matière de l'éducation sont détaillés dans les tableaux suivants.

**Tableau 3 : Etat des infrastructures et commodités à tous les niveaux d'enseignement**

<b>Infrastructure</b>	<b>nombre</b>	<b>Nature matériaux de construction</b>	<b>Etats des</b>	<b>Eau</b>	<b>Electricité</b>	<b>Latrines</b>
-----------------------	---------------	---	------------------	------------	--------------------	-----------------

					locaux								
		durable	Semi durable	Non durable	B	M	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	
											BE	ME	
Yaga	12	4	5	3	8	4	2	10	0	12	0	1	11
CFM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre d'Alphab.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0
Préscolaire	3	3	0	0	3	0	0	3	0	3	7	0	0
Ecole primaire	14	12	1	1	12	2	1	13	0	14	0	2	5
Ecole secondaire	1	1	0	0	1	0	0	1	0	1	0	1	0
Ecole technique et professionnelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>20</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>24</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>30</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>16</b>

Source : Inspection provinciale de l'Enseignement, DPE Kirundo

BE : Bien entretenue

ME : Mal entretenue

On remarque que la plupart des infrastructures scolaires sont en bon état et construites avec des matériaux durables (2/3). Par contre Plus de 90 % n'ont ni eau ni électricité. Plus de la moitié des écoles n'ont pas de latrines et l'autre moitié dispose des latrines mais très mal entretenues.

▪ **Enseignement préscolaire**

Depuis l'indépendance jusqu'au début des années 1980, l'enseignement préscolaire n'était organisé qu'à Bujumbura. Aujourd'hui, 3 structures organisent l'encadrement de la petite enfance. Il s'agit :

- ❖ des écoles maternelles généralement attachées aux écoles primaires ;
- ❖ des garderies communautaires encadrées par l'association des scouts du Burundi avec l'appui de l'UNICEF ;
- ❖ des cercles communautaires encadrés par TWITEZIMBERE et les associations des

parents.

Généralement ses structures accueillent des enfants de 3 à 6 ans.

Dans la commune Gitobe, il existe trois écoles préscolaires qui totalisent 6 salles de classes.

#### ▪ Enseignement primaire

15 écoles primaires de cycle complet sont fonctionnelles dans la commune. Elles totalisent 9 060 écoliers.

Les ratios élève par salle ne montrent pas de disparités significatives au niveau de la commune. Ils varient entre 50 et 51 élèves par salle.

Les ratios élève par enseignant sont aussi déséquilibré en dehors de la zone Gitobe qui est légèrement favorisée avec un ratio de 47,7 élèves par enseignant contre 57,7 pour Shore et autour de 57,3 pour la zone Baziro.

Notons que ces taux restent très élevés par rapport aux normes de l'UNESCO qui préconise 30 élèves par enseignant comme par classe.

**Tableau 4 : Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires par zone**

Etablissement  Zones	Primaire							
	Nombre d'écoles		Nombre de salles	Nombre d'élèves			Nombre d'enseignants	
	Total	Cycle complet		F	G	T	F	G
Baziro	6	4	34	1651	1944	3595	8	29
Gitobe	5	5	29	1704	1898	3602	21	27
Shore	3	3	20	890	948	1838	1	17
Total commune	14	12	83	4245	4790	9035	30	73

Source : DPE/ Kirundo

**Tableau n° 5 : Répartition des élèves par niveau de classe**

Ecole	1 <sup>ère</sup>			2 <sup>ème</sup>			3 <sup>ème</sup>			4 <sup>ème</sup>			5 <sup>ème</sup>			6 <sup>ème</sup>			Total		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
E.P BUCANA	81	90	171	57	48	105	48	24	72	43	56	99	31	15	46	39	15	54	259	248	547
E.P BUGWANA	80	91	171	45	40	85	41	48	89	50	31	81	34	38	72	19	29	48	269	277	546
E.P BUTIHINDA	91	85	176	56	44	100	54	43	97	60	67	127	59	42	101	53	45	98	373	226	699
E.P BUTAHANA	90	72	162	43	42	85	42	55	97	40	53	93	40	17	47	20	17	37	275	256	531
E.P GAHOSHA	156	149	305	100	138	238	67	91	158	55	47	102	57	61	118	26	28	54	461	514	975
E.P GASUGA	82	71	153	40	44	84	40	35	75	32	36	68	31	26	57	36	29	65	261	241	502
E.P BAZIRO	59	57	116	40	28	68	32	33	65	13	28	41	16	21	37	33	26	59	193	193	386
E.P GIHINGA	89	56	145	49	47	96	48	45	93	35	25	60	46	39	80	54	24	78	321	231	552
E.P KAGAZO	91	89	180	30	53	83	22	13	35	32	52	84	43	32	75	59	51	110	277	270	547
E.P KIVUMU	119	112	231	71	51	122	79	60	139	54	49	103	51	44	95	39	29	68	413	345	758
E.P NYENZI	114	89	203	79	81	160	64	68	132	64	59	123	62	44	106	54	24	78	437	365	802
E.P	110	109	219	72	87	159	73	65	138	55	52	107	38	32	70	38	17	55	386	362	748

RUHONGORE																					
E.P SANTUNDA	123	99	222	67	72	139	37	46	83	55	39	94	66	40	106	49	20	69	397	316	713
E.P SHORE	93	74	167	44	53	97	42	26	68	21	30	51	42	30	72	37	34	71	281	245	526
E.P TONGA	85	69	154	55	69	124	63	64	127	51	40	91	51	40	91	36	26	62	341	308	649
<b>TOTAL</b>	<b>1463</b>	<b>1292</b>	<b>2755</b>	<b>848</b>	<b>897</b>	<b>1745</b>	<b>752</b>	<b>716</b>	<b>1468</b>	<b>660</b>	<b>664</b>	<b>1324</b>	<b>667</b>	<b>516</b>	<b>1183</b>	<b>594</b>	<b>412</b>	<b>1006</b>	<b>4984</b>	<b>4497</b>	<b>9484</b>

Source : Inspection cantonale

**Tableau n° 6 : Evolution des taux de réussite des examens de passage du primaire au secondaire**

Ecole	Date d'ouverture	2003-2004		2004-2005		2005-2006		2006-2007	
		Elèves en 6 <sup>ème</sup>	Réussite	Elèves en 6 <sup>ème</sup>	Réussite	Elèves en 6 <sup>ème</sup>	Réussite	Elèves en 6 <sup>ème</sup>	Réussite
Bugwana	1983	53	18	48	19	39	14	50	23
Tonga	-	34	20	31	15	44	11	51	12
Butihinda	1956	58	13	56	10	58	18	77	27
Gahosha	1985	44	20	44	26	51	12	81	44
Gihinga	1935	52	17	52	9	56	23	61	21
Nyenzi	1979	26	7	17	5	28	5	37	7
Ruhongore	1984	31	15	31	12	37	21	37	13
Kagazo	1979	48	13	47	11	53	20	56	7
Santunda	1993	35	16	34	15	47	17	42	13
Bucana	2000	-	-	-	-	-	-	39	14
Kivumu	1998	40	18	41	12	58	31	65	30
Shore	-	-	-	-	-	24	9	36	8
Gasuga	-	-	-	-	-	-	-	36	15
Baziro	2001	-	-	-	-	-	-	37	19

Source : Inspection cantonale

**Tableau n° 7 : Besoins en enseignants au primaire**

Direction scolaire	Ecole	Effectif	Niveau de formation
Bucana	Bucana	4	D6
Bugwana	Bugwana	1	D6
Butihinda	Butihinda	5	D6
	Gahosha	2	D6



Gahosha	Butahana	4	D6
Gasuga	Gasuga	4	D6
Gihinga	Gihinga	1	D6
	Baziro	1	D6
Kivumu	Kivumu	2	D6
Nyenzi	Nyenzi	3	D6
Ruhongore	Ruhongore	5	D6
Santunda	Santunda	4	D6
Shore	Shore	3	D6
Tonga	Tonga	3	D6
Kagazo	Kagazo	4	D6

**Tableau n° 8 : Situation des effectifs des élèves, enseignants, salles de classes et**

**bancs pupitres par école et par direction scolaire ( A-S 2007-2008)**

Direction	Ecoles	Effectif scolaire			Effectif enseignant			Nombre de salles de classe	Nombre de bancs de pupitres
		F	G	T	H	F	T		
Bugwana	Bugwana	233	256	489	9	5	14	6	109
	Tonga	360	259	619	9	4	13	11	275
Butihinda	Butihinda	363	335	698	5	11	16	12	390
	Gasuga	205	155	360	7	0	7	7	194
Gahosha	Gahosha	565	551	1116	15	7	22	11	375
Gihinga	Baziro	190	148	338	7	0	7	5	180
	Gihinga	242	184	426	11	0	11	6	234
Kagazo	Kagazo	209	221	430	3	0	3	8	256
	Santunda	292	269	561	4	0	4	6	290

<b>Kivumu</b>	<b>Bucana</b>	<b>316</b>	<b>233</b>	<b>549</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>130</b>
	<b>Kivumu</b>	<b>345</b>	<b>297</b>	<b>642</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>304</b>
<b>Ruhongore</b>	<b>Nyenzi</b>	<b>355</b>	<b>309</b>	<b>664</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>300</b>
	<b>Ruhongore</b>	<b>335</b>	<b>283</b>	<b>618</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>9</b>	<b>323</b>
<b>Shore</b>	<b>Shore</b>	<b>225</b>	<b>187</b>	<b>412</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>270</b>

- **Enseignement secondaire**

Trois écoles secondaires sont implantées dans la commune Gitobe. Nous n'avons pu avoir les données du Collège Communal Ngoma car elle a démarré avec l'année scolaire 2008- 2009 alors que la récolte de ces données secondaires a été effectuée au cours de l'année scolaire 2007-2008. Les deux écoles secondaires qui restent à savoir le Collège Communal de Gitobe et celui de Gihinga totalisent 894 élèves.

Le ratio élève par salle est de 69 tandis que le ratio élève par enseignant est de 56.

Notons que ces taux restent très élevés par rapport aux normes de l'UNESCO qui préconise

30 élèves par enseignant comme par classe.

**Tableau 9 : Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires 2007-2008**

Nom de l'école	Niveau ( classe)	Effectifs	Nombre de salles de classe	Nombre de bancs pupitres	Professeurs permanents					Professeurs vacataires				
					Licencié	D7	D6	Autres	Total	Licencié	D7	D6	Autres	Total
COCO Gihinga	7 <sup>ème</sup>	175	2	60	-	1	-	2	3	-	-	-	4	4
	8 <sup>ème</sup>	142	2	48										
	9 <sup>ème</sup>	79	1	27										
	s/ total	396	5	135	-	1	-	2	3	-	-	-	4	4
COCO Gitobe	7 <sup>ème</sup>	192	3	65	-	1	-	3	4	1	2	-	2	5
	8 <sup>ème</sup>	108	2	37										
	9 <sup>ème</sup>	111	2	37										
	10 <sup>ème</sup>	87	1	29										
	s/ total	498	8	168		1	-	3	4	1	2	-	2	5

Source : Directions de ces écoles

**Tableau n° 10 : Besoins en enseignants au secondaire**

<b>Ecole secondaire</b>	<b>Effectif</b>	<b>Demaine de formation</b>
<b>COCO Gitobe</b>	<b>6</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>I.P.A III Math</b></li> <li>- <b>I.P.A III Français</b></li> <li>- <b>I.P.A III Bio-chimie</b></li> <li>- <b>E.N.S Français – Kirundi</b></li> <li>- <b>Licence en Histoire</b></li> <li>- <b>Licence en Géographie</b></li> </ul>
<b>COCO Gihinga</b>	<b>6</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>I.P.A VI Français</b></li> <li>- <b>I.P.A III Bio-chimie</b></li> <li>- <b>I.P.A III Math</b></li> <li>- <b>Licence en Histoire</b></li> <li>- <b>Licence en Géographie</b></li> <li>- <b>E.N.S Anglais-Kirundi</b></li> </ul>
<b>COCO Ngoma</b>	<b>2</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>A2</b></li> <li>- <b>D7</b></li> </ul>
<b>Total</b>	<b>16</b>	

- **Ecoles techniques professionnelles**

Il n'y a pas d'écoles techniques professionnelles dans la commune

- **Enseignement informel**

L'éducation non formelle englobe les formations dispensées en dehors du système d'enseignement formel classique. Elle couvre les centres d'instruction et d'alphabétisation encadrée par les églises, le secteur de l'Enseignement des Métiers ainsi que le secteur de l'alphabétisation des adultes encadré par le Centre National d'Alphabétisation.

Le Bureau National pour l'Enseignement Catholique (BNEC) renseigne que les écoles Yagamukama du Burundi comptent actuellement plus de 300.000 élèves. En ce qui concerne l'âge d'admission des élèves, il ne semble pas y avoir d'uniformité dans la limitation de l'âge, chaque diocèse restant autonome dans l'organisation de ses écoles.

La formation dispensée dans les écoles Yagamukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

- a) **Les centres d'alphabétisation**

Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage modernes, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

- b) **Enseignement des métiers**

Les écoles de métiers sont des écoles d'enseignement professionnel. Les métiers enseignés sont entre autres la maçonnerie, la menuiserie, la couture...

Il n'y a pas d'écoles des métiers dans la commune de Gitobe.

## ▪ ANALYSE DE LA PROBLEMATIQUE DE L'EDUCATION DANS LA COMMUNE

La commune Gitobe accuse d'un faible accès à la scolarisation due principalement à plusieurs causes. Il s'agit principalement des éléments suivants :

**Une faible qualité de l'enseignement :** Surnombre dans les classes et les ratios élèves par classe restent élevés. Les enseignants sont surchargés avec un ratio moyen de plus de 98 élèves par enseignant. Les conditions d'encadrement deviennent impossibles avec une moyenne de plus de 3 élèves par banc. Il est à signaler que compte tenu des écarts importants entre les écoles, certains disfonctionnement peuvent être corrigées par des mesures administratives comme le ratio élèves par enseignant. Cet écart peut être dû à l'inaccessibilité de la localité, à la mauvaise répartition du personnel et au manque de homes pour le personnel. Un manque chronique de matériel scolaire : plusieurs écoles de la commune souffrent d'un manque d'équipement, de livres et d'autres matériels didactiques et pédagogiques, manque d'équipements des bibliothèques et des laboratoires.

**Les conditions précaires d'apprentissages :** les effectifs élevés dans les classes et par conséquent un surnombre par banc pupitre, insuffisance de manuel scolaire, conditions modeste de l'enseignant, faible revenu des ménages surtout insécurité alimentaire, etc) font qu'il y ait beaucoup de cas d'abandons dans les écoles primaires.

**Une pression difficilement contrôlable du flux des élèves dans les différents niveaux de formation :** Le secteur de l'éducation est tout le temps confronté au problème d'accueil des effectifs des niveaux inférieurs vers les niveaux directement supérieurs. De même, au niveau du secondaire, si on s'en tient à la différence entre les effectifs des deux niveaux. On comprend par une extrapolation qu'une grande proportion des élèves du primaire est rejetée du système éducatif même si tous les lauréats du primaire ne restent pas dans la commune. Sans nous soucier du sort de cette grande proportion de jeunes non admis, en considérant le faible taux d'admission dans les écoles secondaires alors que ces dernières n'admettent que légèrement très peu suite aux places disponibles. Il faudrait nécessairement augmenter les places aux écoles secondaires pour arriver à l'adéquation entre les deux niveaux (niveau primaire et le niveau secondaire).

**Infrastructures scolaires largement insuffisantes :** Les 20 collines de la commune Gitobe se partagent 15 écoles primaires inégalement réparties. En plus, par rapport à la politique actuelle de

passage des lauréats du primaire vers le secondaire, très peu d'entre eux sont orientés vers les écoles secondaires publiques à régime d'internat et il en résulte une forte pression sur les infrastructures des écoles communales. Nous signalerons en passant que la commune Gitobe compte 3 cercles préscolaires.

**L'enseignement technique et des métiers inexistant alors qu'il devrait venir au secours d'une jeunesse déscolarisée :** En effet, il en va du sort de près des milliers élèves éjectés du circuit de l'éducation scolaire chaque 5 ans. Ils sont récupérés dans l'économie informelle légale ou illégale sans formation requise (paysans avec ou sans terres, ouvriers, chauffeurs et aide chauffeurs, utilisateur d'armes - militaires ou autres, agents de gardiennage, petits promoteurs de diverses petites entreprises artisanales etc...). Tout un tas de métiers qui fait avancer le pays, qui procurent à la population ce dont elle a besoin et dont les artisans mériteraient une formation soit pour maîtriser leurs domaines, soit pour contrôler l'ensemble des opérations depuis la conception de leurs initiatives jusqu'à l'écoulement de leurs produits (agricoles, services, artisanaux) en passant par une bonne gestion technique et financière des opérations. Pour autant que ce genre de formation soit bien organisé et réponde à un besoin réel des bénéficiaires et de la société, l'enseignement technique pourrait constituer un outil incontournable de développement durable à travers la valorisation des ressources locales par une expertise locale composée de jeunes formés, encadrés et soutenus pour répondre aux besoins de l'équipement des ménages et des institutions en meubles, ustensiles ménagers, matériaux de construction, services de maintenance électrique, mécanique, couture et bien d'autres approvisionnements de qualité aptes à concourir sur le marché local et régional. Alors que l'enseignement général tend à former théoriquement des techniciens et ingénieurs appelés à former d'autres personnes, l'enseignement technique devrait être orienté vers la formation d'un entrepreneur appelé à produire des services et des biens de qualité pour satisfaire la demande locale et régionale. Cela devrait logiquement revêtir la même importance sinon plus que la formation formelle dans les écoles.

**Analphabetisme des adultes :** Tous les agents de développement sont unanimes sur le fait que l'analphabetisme constitue un blocage important pour le développement social communautaire. Le niveau de participation des membres d'un groupe social est fortement handicapé par l'analphabetisme. Une population analphabète ne pourra pas faire recours à des documents écrits et par conséquent pas mal de services leur échappe c'est notamment des contrats écrits, l'exploitation des rapports de suivi-évaluation ou le contrôle internet. Toutes ces activités ne sont pas possibles dans une communauté ou dans une organisation composées d'analphabètes. Delà, les efforts des centres d'alphabetisation sont à encouragés.

### **III.1.2.2. LA SANTE**

#### **III.1.2.2.1. Données épidémiologiques**

Le tableau ci-dessus nous renseigne que le paludisme est la maladie la plus répandue dans la commune avec des consultations dépassant les 15 000 cas par an, soit une moyenne de consultation mensuelle de plus de 1 000 personnes pour une seule commune. Heureusement que le coût des soins reste faible (350 Fbu la cure) et que les populations se font soigner dans les structures indiquées.

Les infections respiratoires suivent avec des effectifs de 1986 personnes affectées chaque année. Les autres maladies importantes à savoir les maladies diarrhéiques, la dysenterie bacillaire et la malnutrition touche chacune près de 500 personnes chaque année.

**Tableau 11 : Données épidémiologiques**

Mamaladies	Nombre de cas par an			Nombre de décès enregistrés à l'hôpital			Coût des soins (FBU/ cure)
	Nyenzi	Bucana	Gitobe	Nyenzi	Bucana	Gitobe	
<b>Paludisme</b>	<b>4488</b>	<b>41170</b>	<b>6970</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>350</b>
<b>Maladies diarrhéiques</b>	<b>178</b>	<b>306</b>	<b>342</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>50</b>
<b>Infections respiratoires</b>	<b>258</b>	<b>462</b>	<b>1260</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1600</b>
<b>Dysenterie bacillaire</b>	<b>46</b>	<b>138</b>	<b>106</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>650 (traitement .....)</b>
<b>malnutrition</b>	<b>108</b>	<b>186</b>	<b>190</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	

Source : Responsable des secteurs de santé , DPS Kirundo

Les pouvoirs publics sont parvenus à maîtriser les coûts si bien que la cure des maladies diarrhéiques et de la dysenterie bacillaire coûte 50 Fbu si ces médicaments ne sont distribués gratuitement.

### III.1.2.2.2. Vaccination

La réalisation des vaccinations est régulière dans les CDS sauf en cas de période de panne de frigo qui peut durer plusieurs mois.

**Tableau 12 : Etat des infrastructures**



Zone	Type d'infrastructure	Statut	Année de construction	Matériaux de construction	Etat actuel	Existence eau	Existence électricité (plaque solaire)
Gitobe	CNS Gitobe	GA	1958	Durable	Bon	Oui	Oui
	CDS Gitobe	GA	1958	Durable	Bon	Oui	oui
Baziro	CNS Bucana	GA	1998	Durable	Bon	Oui	Oui
	CDS Bucana	GA	1998	Durable	Bon	Oui	Oui
	CDS Nyenzi	GA	1999	Durable	Bon	Oui	Oui

Source : Responsables des secteurs de santé, DPS Kirundo

La commune Gitobe compte comme infrastructures sanitaires 3 centres de santé et 2 centres de nutrition supplémentaires répartis dans les 2 zones.

Tous les centres de santé et Centres de nutrition supplémentaires sont en bon état car construits avec des matériaux durables. Ils sont alimentés en eau et électricité.

L'approvisionnement en médicaments est assuré par le ministère de la santé via le Dépôt pharmaceutique de Buterere et la Direction Provinciale de la santé.

**Tableau 13 : Fréquentation et capacités d'accueil des structures de santé**

Zone	Type d'infrastructure	Nombre de collines de recensement desservies	Fréquentation par mois	Nombre d'hospitalisés par mois	Nombre de lits
Gitobe	CNS Gitobe	8	108		
	CDS Gitobe	8	958	15	10
Baziro	CNS Bucana	7	99		
	CDS Bucana	7	763	10	10
	CDS Nyenzi	5	347	8	4
<b>Total</b>		<b>35</b>	<b>2275</b>	<b>33</b>	<b>24</b>

Source : Responsables des secteurs de santé, DPS Kirundo

Les CDS de la commune totalisent 24 lits d'hospitalisation qui accueillent en moyenne 33

patients par mois.

Au regard de ces chiffres, la capacité des centres de santé peut contenir la demande de la population puisque le nombre d'hospitalisés (33) est proche du nombre de lits disponibles.

La situation s'aggrave lors de certaines périodes de recrudescence de la malaria.

Au regard de ces chiffres, on en déduit qu'il existe 24 lits d'hospitalisation pour 62 778 habitants, soit 1 lit pour 2 616 habitants.

#### **a. Equipements en laboratoires**

Les trois centres de santé ne sont équipés que pour faire les examens de selles pour diagnostiquer les parasites intestinaux et les gouttes épaisses pour diagnostiquer la malaria.

#### **b. Situation du personnel**

Les 3 centres de santé de la commune Gitobe comptent 3 A3, 1 A2, 1TPS, 3 Gestionnaires

de santé, 17 aides infirmiers formés et 3 Non formés

Si on considère que la population de Gitobe est de 62 778 habitants, les ratios suivants se dégagent : Nombre d'infirmiers par habitant : 1 infirmier (A2 ou A3) pour 15 700 habitants

**Tableau 14 : Situation du personnel de santé en 2008 dans la commune de Gitobe**

Désignation	CDS	CDS	CDS	Total
	Gitobe	Bucana	Nyenzi	
Infirmier A2	-	-	-	-
Infirmier A3	2	2	2	6
Aide infirmiers	7	5	3	15

Gestionnaires	1	1	1	3
Travailleurs				
Technicien de promotion de la santé (TPS)	1	-	-	1
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>25</b>

**Source : Bureau provinciale de la Santé Kirundo**

Tous les titulaires des CDS sont de niveau A3

La population de la commune Gitobe a un faible accès aux soins de santé causé par les éléments suivants :

- Manque d'infrastructures sanitaires : la commune Gitobe compte 3 CDS sur une population estimée à 62 778 habitants. Nous constatons que c'est largement insuffisant. C'est pourquoi une construction d'un CDS sur la colline serait la bienvenue et sauverait des vies humaines.
- La pauvreté des ménages : beaucoup de ménages souffrent d'une crise alimentaire chronique et n'ont pas de revenus suffisants pour s'acheter de la nourriture. C'est inutile de signaler que la plupart des ménages de la commune Gitobe ne font pas des épargnes pour pouvoir subvenir à certains besoins tel que se faire soigner en cas de maladies. A cela s'ajoutent les vulnérables qui augmentent du jour au jour.
- Insuffisance du personnel soignant : la province sanitaire de Kirundo en général souffre d'un manque criant du personnel soignant. Il y a très peu de lauréats qui sortent des écoles paramédicales. Ce problème s'amplifié de façon qu'il y a des CDS qui reste fermer par manque du personnel. Même ceux sont ouverts ont très peu d'unités.
- Manque des médicaments : la commune de Gitobe n'a aucune pharmacie et les patients ont des problèmes de s'approvisionner en médicaments. Ils sont obligés de se rendre dans la ville Kirundo.
- La communauté qui fait encore recours à la médecine traditionnelle : par manque de connaissances sur les notions de santé de base ; une partie de la population de la commune Gitobe fait encore recours à la médecine traditionnelle.

### c. VIH/SIDA

Le SIDA est un fléau qui cause des morts dans les ménages. Les conséquences sont énormes sur les économies des ménages mais aussi de la commune. Les personnes atteintes ne pourront plus travailler mais aussi dépensent beaucoup d'argent pour se faire soigner. La mort des parents entraîne des orphelins qui deviennent chefs de ménages et

ne pouvant pas nourrir ces petits frères et sœurs, ils sont obligés de se rendre dans les rues pour mendier. Cette situation les entraîne dans une situation de dépendance et deviennent plus exposés au fléau du SIDA car la pauvreté est une source de contamination. D'où nous pouvons dire que le SIDA présente non seulement l'aspect d'un problème de santé publique mais aussi un problème économique.

**Tableau n° 15 : Prise en charge en matière du VIH /SIDA**

Partenaires	Familles assistées	OEV				OEV chefs de ménages		Personnes assistées				P.V.V.S				Personnes sous ARV			
		Scolarisés primaires		Scolarisés secondaires		G	F	H	F	E	total	H	F	E	total	H	F	E	total
		-18 ans	18 ans et +	-18 ans	18 ans et +														
ANSS	30							10	20	-	30					5	10	-	15
APECOS		330		150		40	10												
IZERE	20							6	14	-	20					2	5	-	7
HOPITAL KIRUNDO	10							4	6	-	10					4	6	-	10
FHI	120							40	80	-	120					10	30	-	40

Source : Titulaires des CDS

### III.1.2.3. Eau et assainissement

Une grande partie de la population de la Commune s'approvisionne toujours dans des sources non potables telles que dans les eaux des rivières. Le niveau d'accès à l'eau potable reste très en deçà des ambitions des prescriptions du CSLP la politique nationale en la matière, qui prône un accès pour tous.

Cette commune dispose de 144 Points d'eau comprenant les sources aménagées, les branchements privés, les bornes fontaines et les puits forés.

Alors que les normes pour un approvisionnement en eau optimal est de 1 puit d'eau par 500 m, dans la commune de Gitobe on recense 0.11 points d'eau fonctionnels pour 500 m. Ce qui est plus de 10 fois inférieur aux normes.

Aussi le nombre de ménages par point d'eau de 104 est plus de 3 fois les normes requis de 30 ménages pour 1 point d'eau.

Ce qui est inquiétant, c'est le pourcentage de points d'eau non fonctionnels. Sur les 144 points d'eau, 68 ne sont pas fonctionnels ce qui représente 66 %.

Le réseau d'adduction qui est long de 43 km comprend 30 bornes fontaines dont 17 non fonctionnelles. On dénombre sur ce réseau 12 réservoirs servant 12 collines sur les 20.

Toutes ces infrastructures s'avèrent largement insuffisantes pour desservir les ménages dont

La question de l'eau dans la commune reste la priorité des priorités.

La Commune compte plusieurs sources aménagées dont pas mal ne sont pas fonctionnels. La situation se présente comme le montre le tableau suivant :

**Tableau 16 : Les sources aménagées de la commune Gitobe**

Collines	Nbre de sources aménagées	Sources aménagées fonctionnelles		Sources aménagées non fonctionnelles	
		nbre	Ménages desservis	nbre	Ménages dépourvus en eau potable
Bugwana	7	2	236	5	618
Butihinda	3	1	20	2	490
Cumba	11	2	131	9	762
Tonga	12	3	143	9	707
Butahana	8	4	250	4	927
Rungazi	3	1	70	2	411
Gahosha	8	4	162	4	569
Gasuga	6	1	44	5	334
Mirwa	6	0	-	6	228
Ngoma	12	4	172	8	554
Nyenzi	5	2	239	3	857

Ruhongore	9	3	146	6	341
Kivumu	13	2	128	11	916
Bucana	2	1	26	1	238
Gihinga	6	2	142	4	662
Baziro	2	0	-	2	610
Marembo	7	2	168	5	653
Shore	5	1	49	4	992
Santunda	5	0	-	5	573
Bigombo	3	1	57	2	610

**Source : Régie communale de l'eau Gitobe**

### **III.1.2.4. JUSTICE, COHESION SOCIALES ET STRUCTURES COMMUNAUTAIRES**

#### **III.1.2.4.1. la justice**

La commune dispose d'un seul tribunal de résidence ayant son siège au chef lieu de la commune .Les locaux de travail sont en mauvais état et de dimensions insuffisantes. Ils sont constitués par une salle d'audience.

Il y a manque d'eau et d'électricité. Même les latrines ne sont pas installées.

Ce tribunal de résidence manque cruellement d'équipements qui se limitent à l'existence d'une vieille machine à écrire. Il n' y a ni photocopieuse ni ordinateur.

Concernant le matériel technique, il n'y en a pratiquement pas. Le mobilier est également en

en quantité insuffisante.

Comme moyen de déplacement le tribunal de résidence ne dispose que de 1 vélo.

Le personnel de ce tribunal de résidence est composé d' 1 juge président, de 4 juges, de 5 greffiers et de 1 assesseur

Type de litige	Dossiers restant au début de l'année de référence	Nombre de dossiers enregistrés	Nombre de dossiers jugés et clôturés	Nombre de dossiers jugés avant faire droit	Nombre de dossiers en cours	Nombre de dossiers transmis	Nombre de dossiers fixés	Nombre de dossiers exécutés	Nombre de dossiers non encore exécutés
Litiges civiles	34	78	75	0	37	0	0	27	266
Litiges pénales	1	9	2	0	8	0	0	0	124
Total	35	87	77	0	45	0	0	27	390

Source : Tribunal de résidence de Gitobe

Les performances au niveau du rapport entre le nombre de dossiers enregistrés et le nombre

de dossiers jugés et clôturés sont très bonnes. En effet, presque tous les dossiers reçus ont été

jugés et clôturés (77/87, soit 88.5%) .

Malheureusement, les chiffres montrent que des dossiers jugés et clôturés se sont accumulés

au point que près de 500 jugements n'ont pas encore été exécutés.

#### **III.1.2.4.2. cohésion sociale et structures communautaires**

La commune Gitobe toutes les autres communes du pays a connu des crises socio-économiques répétitives qui ont déchiré le tissu social. Les participants ont trouvé que la base cette problématique en rapport avec la cohésion sociale est principalement due à la mauvaise gouvernance. Cette mauvaise gouvernance est due principalement à :

- La corruption qui à la longue crée des frustrations pouvant même engendrer des divisions et des tueries ;
- Ignorance de la population et des dirigeants qui des lois usuelles qui occasionnent des injustices et des pratiques non permises par la loi telle que la polygamie ;

- Une mauvaise gestion de la chose publique ;
- Impunité des fautes graves entraînant une justice populaire.

La crise de 1993 jusqu'à il y a bientôt a eu pour conséquences, la naissance de nouveaux groupes sociaux vulnérables tels que les rapatriés, les déplacés, les démobilisés ou ex combattants, les enfants orphelins chefs de ménages, etc. Par voie de conséquence des maux sociaux se sont multipliés. Ils sont dus entre autres des vols à main armée, des vols dans les champs, des viols, le phénomène de polygamie qui s'accroît, le manque d'emplois surtout les jeunes. Tout cela entraînant des problèmes de la société. Ce qui fait que la cohésion sociale est l'une des piliers du développement étant donné que toutes les activités qui seront entreprises ne pourront pas aboutir sans une bonne cohésion de tous les membres de la société l'exemple le plus parlant est le nombre d'infrastructures sociales qui a été détruit pendant cette crise.

### **III.1.2.5. JEUNESSE ET SPORTS**

L'avenir d'un pays tout comme celui d'une province se fonde sur une jeunesse bien encadrée.

Elle doit dès lors être épanouie grâce à une éducation tant morale, physique, qu'intellectuelle.

Tout cela demande des moyens matériels et humains qui ne sont pas à la portée de nos populations qui viennent de passer plusieurs années sous le joug d'une crise et une paupérisation sans précédent. C'est ainsi que pas mal de droits dévolus à la jeunesse sont bafoués notamment le droit à l'éducation, à l'alimentation entraînant ainsi comme corollaire des pertes en vies humaines en cascade.

En vue d'assurer cet encadrement, on a besoin d'infrastructures et des équipements. Or, dans

la province de Kirundo et dans la commune de Gitobe, ils sont inexistants.

Dans la commune, l'encadrement de la jeunesse fait référence en premier lieu au sports et au

football. Le sport se pratique tant bien que mal, faute de moyens matériels surtout. C'est une

conséquence des insuffisances en infrastructures et en équipements tout comme en structure et



en organisation.

Le sport est un facteur d'éducation et de cohésion sociale dont la contribution au retour à la

paix et à la réconciliation nationale est remarquable et considérable.

En général, le football occupe la première place en matière d'activités sportives tandis que les

autres sports collectifs sont pratiqués par quelques amateurs. C'est notamment le Basket et le

volley ball.

Pour ce qui concerne la culture, la jeunesse s'organise tant bien que mal en groupes

d'animation ou groupes folkloriques chez les non scolarisés et les déscolarisés.

Signalons que les danseurs Intore ont un cachet spécial dans la province de Kirundo surtout

dans les communes de Kirundo, de Busoni et de Bwambarangwe.

Le tambour est à un niveau bas à telle enseigne qu'on ne peut pas le présenter lors des manifestations culturelles avec assurance et fierté. Des formateurs en ce domaine se sont passés les témoins en vue de rehausser son niveau mais aucun effort n'a été couronné de succès.

#### **III.1.2.5. 1. Encadrement des jeunes**

Au niveau de la province, on n'a pas à proprement parler d'encadrement substantiel de la jeunesse. Néanmoins, au niveau des écoles secondaires surtout, on rencontre une organisation

permettant un encadrement approprié des jeunes.

Ailleurs dans les campagnes, les associations avec leurs leaders se débrouillent mais difficilement faute de moyens y afférents.

Quelque fois, l'administration à la base leur fait un coup de main sans pour autant arriver à

assouvir leur soif puisque les moyens sont limités. Bref, les associations de jeunes sont fragiles et ne permettent pas l'acquisition des dividendes pour que l'entreprise en charge soit

effective.

La province de Kirundo comprend 3 types de structure d'encadrement à servir :

L'encadrement sportif, culturel et l'encadrement des clubs et associations de lutte contre le

VIH/SIDA.

Il n'existe qu'une seule structure d'encadrement sportif en province de Kirundo, celle dénommée Kiyonza F.C. basée dans la commune Bugabira précisément en zone Kiyonza.

Pour l'encadrement culturel, on dénombre au total 4 organisations d'encadrement dans la province mais dans la commune Busoni, aucune organisation d'encadrement culturel n'y est

implantée.

Dans le domaine de lutte contre le VIH/SIDA, les jeunes organisés sont encadrés par la principale organisation provinciale qui est le CPLS – Kirundo.

Cette structure est décentralisée jusqu'au niveau des communes. Cette organisation encadre les centres jeunes qui se trouvent implantés dans toutes les 7 communes.

### **III.1.2.5. 2. Clubs et associations sportifs et culturels**

La province Kirundo compte 31 clubs et associations parmi lesquelles la commune Gitobe

en compte 5 avec 135 membres dont 27 femmes et filles. 100 % de ces clubs et associations

sont composés de danseurs traditionnels.

Sur le total de 38 terrains de football que compte la province, la commune Gitobe compte 2

terrains de foot et 1 de volley ball.

La commune Gitobe ne dispose que d'une bibliothèque en bon état mais non équipé.

### **III.1. 3. SECTEURS ECONOMIQUES**

#### **III.1.3.1. AGRICULTURE**

La commune de Gitobe est l'une des plus affectées par la crise alimentaire de ces derniers temps. Elle se situe dans la région naturelle du Bugesera qui fait actuellement face à des périodes cycliques de sécheresse. Cette situation a lourdement pesé sur la production

agricole de la commune qui a beaucoup chuté ces dernières années (production du manioc, patate douce, haricot).

L'agriculture occupe plus de 95% de la population qui s'adonnent principalement à la production des cultures vivrières et industrielles, et à une moindre mesure aux cultures maraîchères et fruitières.

### **III.1.3.1.1. Systèmes de production**

Le système de production est traditionnel et présente les mêmes caractéristiques que celles

rencontrées dans toutes les autres communes et provinces du pays. Il repose sur une multitude

d'exploitations familiales de faible superficie alors même que la commune dispose encore de

vastes étendues de terre. L'extension des superficies est limitée par le manque d'intrants agricoles aussi bien les semences que les fertilisants.

Les paysans utilisent un outillage rudimentaire et une main d'oeuvre familiale essentiellement

féminine. Les femmes labourent, sèment, sarclent, moissonnent et transportent les récoltes...

La production vivrière est avant tout destinée à l'autoconsommation et le petit surplus au marché.

Les engrais chimiques et les produits phytosanitaires sont d'usage rare si pas inexistant.

Ainsi, les rendements sont-ils faibles non seulement à cause des facteurs ci-haut cités, mais

également à cause des techniques culturales rudimentaires, de l'insuffisance d'intrants, de la

dégénérescence de semences, ...

Le mode de culture prédominant est l'association des cultures.

La commune connaît trois saisons à savoir : saison A de septembre à février, saison B de février à juillet et saison C de mai à décembre. Certaines cultures telles que le bananier, le manioc, le caféier sont cultivées au cours de toute l'année.

Le régime foncier pratiqué dans la commune est de type coutumier reconnaissant les droits de

propriété et d'exercice aux familles au sein desquelles les individus ont des droits et des devoirs. La famille se partage l'espace et les ménages l'exploitent.

Le mode de faire-valoir direct est le plus usité que le fermage et le métayage.

La malnutrition sévit dans la commune Gitobe à cause de la sécheresse, de la pauvreté et des

habitudes alimentaires de la majorité de sa population. L'alimentation de base est composée

principalement d'aliments à prédominance glucidique ; notamment les féculents dont, en ordre d'importance : la banane, le manioc et la patate douce.

Les deux premiers féculents se consomment de façon permanente toute l'année.

Le seul aliment de prédominance protidique consommé quotidiennement est le haricot.

Par manque d'huile, les lipides font défaut dans la consommation alimentaire journalière.

Concernant l'importance des cultures dans la commune, la banane occupe la première place avec 96 % de la production totale des cultures, suivi à de très loin par le maïs (0.4 %) et le manioc (0.4 %).

Par rapport à la production totale de la province, la commune Gitobe produit 33 % et occupe un rang important au niveau provincial. Les autres communes les plus productrices étant dans l'ordre Bwambarangwe, Ntega et Vumbi.

La commune Gitobe occupe la première place pour la production de la banane et du maïs et la deuxième place pour la production d'arachide.

**Tableau n° 17 : Estimation des superficies exploitées et des productions par type de culture**

Cultures	2005			2006			2007		
	Superficie en ha	Productions en tonnes	Rendement	Superficie en ha	Productions en tonnes	Rendement	Superficie en ha	Productions en tonnes	Rendement
Haricot	1818	909	0,5	1818	1090,8	0,6	1800	1080	0,6
Petit pois	209,6	62,88	0,3	209,6	62,88	0,3	200	80	0,4
Pomme de terre	99	990	10	99	1188	12	86	1032	12
Patate douce	146	1752	12	146	2 044	14	240	3600	15
Colocase	864	10 368	12	864	10 368	12	864	10 368	12
Riz	688	481,6	0,7	688	552,4	0,8	812	568,4	0,7
Mais	40	4	0,1	40	0,002	0,00005	20	4	0,2
Bananier	1600	48 000	30	1600	44800	28	1600	48000	30
Sorgho	180	52	0,4	180	72	0,4	76	22,8	0,3
Arachide	9	1,8	0,2	9	0,9	0,1	12	4,8	0,4

Source : Agronome communal

### **III.1.3.1.2. Cultures industrielles**

La seule culture industrielle recensée dans la commune Gitobe est le café.

La production est encadrée par la SOGESTAL Kirundo-Muyinga qui n' a pas pu nous donner

des informations par commune.

La superficie emblavée dans la province de Kirundo est de 4987 ha en 2005 soit 7 % de la

superficie emblavée au niveau national.

La taille moyenne d'une exploitation familiale de caféiers est de 0,075 ha soit 200 pieds de

caféiers par ménage (en tenant compte du fait que 2.666 pieds de caféiers occupent 1 ha).

Les caféiers sont plantés exclusivement en monoculture.

Nous distinguons 3 types de produits café : cerise, café parche (5 kg de cerise donnent + 78 g

de café marchand) et c'est sous cette forme que le café burundais est exporté à l'étranger.

La production du café a connu une chute drastique dans la commune entre 2003, 2004 et

2005. les statistiques provinciales montrent que la zone Kirundo - Muyinga a représenté 14.2

%, 16.8 % et 0.016 % de la production totale des cerises respectivement en 2003, 2004, 2005.

### **III.1.3.1.3. Facteurs de production**

Le développement du secteur agricole passe obligatoirement par l'utilisation rationnelle des

facteurs de production. Ces facteurs sont nombreux et variés. Certains contribuent directement à la production (terre, main d'oeuvre agricole, intrants, ...) tandis que d'autres lui viennent en appui (recherche, vulgarisation, financements...).

#### **a. Disponibilité des terres sur les collines et dans les marais**

La densité moyenne de la commune est de ..... habitants au Km<sup>2</sup>. Elle se situe dans la moyenne au niveau de la province. La commune dispose tout de même de quelques terres encore vierges où l'on peut implanter des centres semenciers ou autres projets.

Les marais non encore aménagés constituent un potentiel pouvant dégager des surfaces importantes pour l'agriculture.

**Tableau n° 18: Superficie et exploitation des marais aménagés**

Nom du marais	Superficie	Les cultures installées en saison A	Les cultures installées en saison B	Les cultures installées en saison C
KABUYENGE	57 ha	Pomme de terre, haricot, patate douce	Riz	Pomme de terre, haricot
NDURUMA (une partie)	58 ha	Pomme de terre, haricot	Riz	Pomme de terre, haricot

Source : Agronome communal

**Tableau n° 19 : Superficie et exploitation des marais non aménagés**

Nom du marais	Superficie	Les cultures installées en saison A	Les cultures installées en saison B	Les cultures installées en saison C
Gasuga	18 ha	Patate douce	Riz	Patate douce
Gayaza	40 ha	Riz et patate douce	Riz	Riz et patate douce
Nyabiko	60 ha	Riz et patate douce	Riz	Riz et patate douce
Mirwa	15 ha	Patate douce, haricot, pomme de terre et le maïs	Riz	Patate douce, haricot, pomme de terre et le maïs
Bigarura	35 ha	Haricot et	Riz	Haricot et

		pomme de terre		pomme de terre
Kagaga	40 ha	Patate douce, haricot, pomme de terre et le maïs	Riz	Patate douce, haricot, pomme de terre et le maïs
Gashubi	20 ha	Patate douce, pomme de terre et le maïs	Riz	Patate douce, pomme de terre et le maïs
Runyankezi	30 ha	Patate douce, pomme de terre et le maïs	Riz	Patate douce, pomme de terre et le maïs
Migage	15 ha	Haricot et patate douce	Riz	Patate douce
Nduruma	475 ha	Patate douce, haricot et pomme de terre	Riz	Patate douce, haricot et pomme de terre

Source : Agronome communal

### **b. Centres semenciers**

Il n'en existe pas dans la commune Gitobe.

### **c. Ecoulement des productions**

On observe au cours de ces dernières années une forte régression des volumes des produits

agricoles commercialisés.

La commercialisation des produits agricoles, dernier maillon très déterminant du processus de

la production agricole et d'élevage, constitue la principale source de revenu pour la population de la commune.

Les prix sont libéralisés ; il n'y a ni fixation ni contrôle des prix. Les rencontres entre

acheteurs et producteurs se font de façon informelle sur les cinq marchés. Les prix sont

généralement discutés librement entre les deux parties en présence et le niveau de transition se



règle par la loi de l'offre et de la demande.

La grande partie de la production vivrière, des légumes et des fruits est commercialisée de

façon informelle. Elle s'effectue d'abord au niveau des collines où les opérateurs

économiques achètent directement auprès des producteurs ; ensuite au niveau des marchés

hebdomadaires ruraux. A côté de ces marchés plus ou moins organisés, une quantité non négligeable des produits au niveau des centres de ramassage saisonniers.

La commercialisation des produits agro-industriels, notamment le café, fait l'objet des réglementations spéciales contrôlées par l'OCIBU.

L'écoulement des productions et l'approvisionnement en produits de première nécessité se

réalise à travers cinq marchés suivants :

<b>Localité ou nom du marché</b>	<b>Jour de tenue de marché</b>
Gitobe	Mercredi et Dimanche
Nyenzi	Mardi, Vendredi et Dimanche
Mabuga	Jeudi
Bucana	Mardi et Vendredi

#### **d. Personnel d'encadrement**

A l'image des autres communes, la commune de Busoni dispose d'un personnel technique

affecté en permanence à la commune.

Il s'agit de :

- **Au niveau de chaque commune**

- 1 Agronome Communal, Technicien Agronome A2 ;
- 1 Vétérinaire Communal, Technicien Vétérinaire A2 ;
- 1 Forestier Communal, Technicien Forestier A2 ;
- 1 Technicien de Génie Rural A2

- **Au niveau de zone**

- 1 Assistant Agricole A3 ; par colline
- 1 Infirmier Vétérinaire A3 ; par colline

En plus de ces techniciens, les cadres provinciaux font régulièrement des tournées pour le suivi des activités de la DPAE.

### **III.1.3.2. L'ELEVAGE**

Dans la commune Gitobe, le système extensif est le principal mode de production animale,

mais des systèmes semi-intensifs commencent à se développer sous l'effet de la pression démographique et le besoin d'intégrer l'élevage à l'agriculture pour la restauration et le

maintien de la fertilité des sols. Les difficultés de gardiennage des animaux suite à la scolarisation du plus grand nombre d'enfants pousse aussi les familles rurales à l'intensification de l'élevage.

Le cheptel bovin de la commune est constitué de la race locale Ankolé, parfois croisé avec

Sahiwal et rarement avec Montbéliard et la Frisonne. L'essentiel de l'alimentation provient des parcours naturels.

Le système semi-intensifs ou intégré qui est préconisé par les projets et ONGs qui appuient

dans le repeuplement du cheptel évolue lentement. En effet, la diminution des pâturages due à la pression démographique dicte le besoin d'une intensification et d'une intégration agrosylvo- zootechnique avec plus d'utilisation de fumier et de résidus de récolte.

Certains agents de l'Etat et des collectivités locales ainsi que quelques commerçants se lancent dans l'élevage autour des agglomérations et pratiquent de plus en plus le système semi-intensifs à intensif avec des bovins croisés laitiers.

Les petits ruminants sont élevés presque exclusivement en mode extensif traditionnel, même

si un début d'intégration commence à s'observer surtout pour les caprins distribués dans le

cadre des projets.

Les systèmes d'élevage porcins se répartissent en trois : l'élevage traditionnel, l'élevage semi-intensif et l'élevage intensif. On rencontre dans la commune des porcs sous étable en

permanence comme on en rencontre sur les routes ou dans les pâturages.

Les systèmes d'élevage avicole reposent exclusivement sur le système traditionnel où on élève le plus souvent en liberté quelques poules. L'élevage avicole traditionnel ne dégage pas

de revenus importants, mais en revanche, il coûte pratiquement rien et ne requiert aucun travail particulier.

La guerre qui a éclaté en octobre 1993 a fortement touché le sous-secteur élevage, car dès le

début de la crise, le bétail et les infrastructures d'élevage ont été et sont restés les cibles privilégiées des rebelles et d'autres bandits qui ont profité de l'insécurité.

### **III.1.3.2.1. Situation de la production animale**

**Tableau n° 20 : Recensement du bétail ( Janvier 2008 )**

Bovins	Caprins	Ovins	Porcins	Poulet	Lapin	Ruches
--------	---------	-------	---------	--------	-------	--------

2 149	12 709	900	897	8586	2715	1298
-------	--------	-----	-----	------	------	------

Source : Vétérinaire communal

### Tableau n° 21 : Recensement du bétail ( Janvier 2009 )

Bovins	Caprins	Ovins	Porcins	Poulet	Lapin	Ruches
2243	14150	1750	1845	1354	4721	1791

Source : Vétérinaire communal

Dans toute la commune Gitobe, on ne dispose que 19 vaches de race améliorées dont 3 mâles et 16 femelles. Certains ONGS tel que le PRASAB et A.A.A interviennent dans la multiplication du bétail. A titre d'exemple, parmi les 19 vaches de race améliorées que compte la commune, 16 ont été distribuées par le PRASAB.

Compte tenu de la disparition progressif des terrains de pâturages, il serait mieux d'initier aux éleveurs le système d'élevage à stabulation permanente.

#### III.1.3.2.1. La santé animale

Dans la commune Gitobe, on y rencontre 3 catégories de maladies animales :

- Maladies virales
  - Maladies bactériennes
  - Maladies parasitaires
- a. Maladies virales

Nom de la maladie	Espèce attaquée
Peste porcine africaine	Porcine
Fièvre de 3 jours	Bovine
Ecthyma contagieuse	Caprine
New castre	Volail ( poulet)

- b. Maladies bactériennes

Nom de la maladie	Espèce attaquée
Streptotricose cutanée	Bovine
pasteorellose	volail

c. Maladies parasitaires

- Du sang

Nom de la maladie	Espèce attaquée
Théleriose	Bovine
Cowdriose	Bovine
Babésiose	Bovine ou caprine

- Du tube digestif

Nom de la maladie	Espèce attaquée
Dystomatose	Bovine et caprine
Strongylose	Bovine et caprine
oesophagostomose	Bovine et caprine

- La peste porcine africaine est une maladie épizootique et sans traitement.
- L'ecthyma contagieux n'est pas mortel s'il est traité à temps.
- La commune souffre d'un manque de produits vétérinaires pharmaceutiques

### III.1.3.3. PECHE ET PISCICULTURE

#### 1. Pêche

La pêche lacustre n'est pas pratiquée dans la commune Gitobe.

## **2. Pisciculture**

En commune Gitobe comme pour les autres communes de Kirundo, les activités piscicoles ont débuté autour des années 1990 par des actions conjointes du PNUD et de la FAO et le

programme des volontaires du corps de la paix des Etats Unis d'Amérique.

En collaboration avec le département des eaux, pêche et pisciculture et la DPAE Kirundo, les

volontaires du corps de la paix à Kirundo assuraient l'encadrement technique des travaux piscicoles dans toute la Province. Depuis 2003 jusque maintenant l'encadrement technique en pisciculture est assuré par la DPAE Kirundo.

Actuellement, à part quelques étangs piscicoles éparpillés ici et là dans les marais à titre individuel, la plupart des exploitants travaillent en associations.

Les associations piscicoles connues sont au nombre de vingt six dont deux à Busoni

### **III.1.3.4. INDUSTRIE ET ARTISANAT**

#### **1. Industrie**

En dehors des industries agro-alimentaires axées sur la transformation du caféier, la commune

ne dispose d'aucun autre type d'industrie. Les unités artisanales de transformation du bois ne peuvent pas être assimilées à des activités industrielles. La seule unité de transformation du caféier recensé dans la commune Gitobe se trouve à Gitobe . C'est une petite usine de dépulpage et de lavage du café cériise produisant du café Fully washed.

#### **2. Artisanat**

Il est remarquable que le secteur de l'artisanat dans cette commune comme au Burundi ait connu ces derniers temps beaucoup de contraintes dans le développement ; ceci suite à l'absence d'une politique claire en matière du développement artisanal.

Le secteur artisanal a souvent été délaissé et relégué au dernier rang des autres secteurs socioéconomique.

Il ne serait pas alors étonnant de remarquer qu'après analyse de l'évolution de ce secteur combinant les aspects de production et de formation, l'essor connu n'est en aucun cas satisfaisant.

Cependant il constitue une alternative sérieuse pouvant désengorger le secteur agricole étouffé

par la surpopulation et la pression insoutenable sur les facteurs terre.

Il est malheureux de constater que les artisans font recours à leur unique génie sans appui de

l'Etat quand l'une ou l'autre ONG ou projet ne vient secourir quelques associations

éphémères. Ce secteur est caractérisé par un vaste éventuel d'activités variées à travers lesquelles on distingue 3 types d'artisanat :

- L'artisanat de production

- L'artisanat de service

- L'artisanat d'art

Chaque type d'artisanat s'articule sur une série de filières

#### ▪ **Artisanat de production**

Appelé également « Artisanat Utilitaire », il est le plus pratiqué dans la commune et accapare

le plus grand nombre d'artisans et d'unités de production artisanales. Il comprend différents

métiers qui, dans l'exécution, possèdent une phase de transformation. Nous citerons entre autres la menuiserie pour la filière « Bois », la tuilerie et la briqueterie pour la filière « Terrescuites et carrières », la Forge et Constructions Métalliques pour la filière « Métal », la

vannerie et la fabrication des brosses et sacs à main pour la filière « Fibres Végétales », la broderie et la couture pour la filière « Textile ».

Cette catégorie d'artisanat est rencontrée presque partout dans la commune avec une qualité

de produits variable suivant l'exigence et le pouvoir d'achat de la clientèle ainsi que le niveau

technique du savoir-faire de l'artisan. Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux mais aussi extérieurs à la province surtout en matière de briqueterie, menuiseries, boulangeries et poterie.

#### ▪ **Artisanat de service**

Cette catégorie d'artisanat est en grande partie rencontrée dans les centres urbains. Les artisans qui s'adonnent à ce type d'activités rendent des prestations de services qui, en grande partie sont en rapport avec les réparations des équipements ménagers; les réparations et entretien des moyens de déplacement (véhicule, motos, vélos, etc ....) ; bref, ce domaine est prospère suite aux relations entre clients et artisans. Il est généralement propriété privée des artisans.

#### ▪ **Artisanat d'art**

Au niveau national, les activités de ce type d'artisanat débouchent sur la production d'objets

plutôt décoratifs. Il commence à prendre forme parallèlement au développement du tourisme.

Se retrouvent dans cette catégorie : la sculpture sur bois, sur métal, en argile ; le travail sur les

pierres précieuses ; la peinture sur tissus, sur bois, en feuille de bananier ; la pyrogravure etc.

Il est implanté dans les centres urbains et se développe considérablement. Des kiosques de

produits artisanaux se retrouvent sur des axes principaux et sont principalement des articles

propres pour l'exportation car, le marché local est restreint pour ce type d'artisanat.

Pour faire connaître ces produits, le Burundi participait auparavant à des foires régionales ou

internationales qui ont connu de réels succès.

A Gitobe, il n'est pas signalé ce genre d'artisanat.

### **III.1.3.5. LES ACTIVITES MINIERES**

Les indices de minéralisation identifiés dans la province Kirundo sont : SnO<sub>2</sub>, W et l'Or.

La géochimie semi-détaillée de la province révèle les éléments prédominants suivants : Sn, W, Pb, Zn.



La prospection géologique et minière qui complète les travaux précédents a abouti à une mise

exploitation des gisements suivants : Tourbe, Sn, W, Nb, Ta, SnO<sub>2</sub>, W<sub>3</sub>

Pour le cas précis de la commune, elle se situe dans le feuillet de Kirundo.

### **III.1.4. ENERGIE**

#### **1. Energie électrique**

La commune n'est pas alimentée en énergie électrique.

#### **2. Les énergies alternatives**

A Gitobe, les Centres de santé utilisent l'énergie solaire tandis que certains ménages sont alimentés en électricité par des groupes électrogènes.

#### **3. Les combustibles ligneux**

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et

du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée comme importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la

déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le

ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué

l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la province.

Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition. Les prix sont fonction de la qualité de combustible, des lieux de vente et de la période. En effet, sur les marchés ruraux, le bois de chauffe et le charbon de bois coûtent moins cher en saison sèche et en saison des pluies. Par contre ce même combustible peut coûter deux voire trois fois plus cher durant ces mêmes périodes en ville.

La politique de reboisement ne peut se faire que par un important projet de reboisement rural

et de diversification des activités économiques (introduction de nouvelles activités génératrices de revenus) en milieu rural dans un programme de développement local et participatif.

### **III.1.5. LES VOIES DE COMMUNICATION**

Les voies de communication de la Commune sont peu praticables les raisons cela est du au fait que les pistes non protégées par des fosses latérales et qui sont détruites par les eaux de pluies. Les ponts construits à base de rondins ne résistent pas à la pluie. Même si la population peut collecter les matériaux locaux, il y a toujours manque de fonds pour la réhabilitation des pistes étant donné que ça demande des matériaux plus chers que la commune ne peut pas mobiliser dans ces recettes.

### **III.1. 6. LE RESEAU DES SERVICES**

Dans la commune Gitobe, il y a très peu de services car la commune ne compte ni ni Banque ni société d'Assurance. Le tourisme et l'hôtellerie sont inexistantes et le transport en commun n'est pas organisé. Le commerce n'est pas développé car la commune ne dispose pas de marché moderne. La plupart des jeunes déscolarisés sont désœuvrés car il ne trouve pas d'emploi hors agriculture. Cela est une perte pour la commune et le pays en général car il s'agit d'une main-d'œuvre disponible mais non utilisée, alors que la pauvreté bas son plein. Cela est plus accentué par le prix payé au café la seule source de monnaie pour les agriculteurs

### **III.1.7. ANALYSE DES INTERVENANTS DANS LA COMMUNE**

#### **III.1.7.1. Les associations et groupements œuvrant dans la commune**

Beaucoup d'associations exercent leurs activités dans la Commune Gitobe la plupart œuvrant dans le secteur agricole. Plusieurs de ces associations ne sont pas agréées mais ont une reconnaissance communale.

### III.1. 7.2. Les intervenants externes à la commune

Les intervenants qui appuient la Commune sont nombreux et dans des domaines variés. Les acteurs que l'on rencontre dans la Commune n'ont pas de cadre de concertation qui leur permettrait de travailler en synergie.

**Tableau 22 : Intervenants externes à la Commune**

<b>Acteurs</b>	<b>Domaine d'intervention</b>
HCR/PARESI	Réhabilitation des maisons des rapatriés
Agro-Action Allemande	Sécurité alimentaire
PRADECS	Développement Communautaire
Avocats sans frontières/APRODH/DHI/LBDH-Itaka	Assistance judiciaire et Droits de l'homme
Paroisse Gitobe	Education
APECOS	Education et soins pour les orphelins
UNICEF	Education
DPAE- FAO/PRASAB	Agriculture
RCE	Eau
Care International	Education- Activités culturelles
AFJ	Assistance judiciaire
CROIX-ROUGE BURUNDI	Habitat pour vulnérables
PAM	Sécurité alimentaire
Conseil Norvégien pour les réfugiés	Réhabilitation des maisons

### III.1.8. LES FINANCES COMMUNALES

La commune Gitobe n'est pas parmi les communes nanties de la province. Les recettes récoltées proviennent des taxes sur les propriétés, taxes sur revenus, sur les activités commerciales, sur les

services commerciaux et très peu sur les activités industrielles et artisanales comme le montre le tableau suivant :

### III.1.8.1. Les principales sources de recettes et postes de dépenses

**Tableau n° 23 : Les principales sources de recettes de la commune au cours des 4 dernières années.**

Rubriques	Années			
	2004	2005	2006	2007
Taxe sur la propriété	1 103 650	1 292 650	1 962 200	1 685 050
Taxes rémunératoires et patrimoniales	8 759 042	14 357 680	16 897 593	16 906 550
Taxes sur les activités commerciales	10 460 852	9 783 950	13 962 810	13 992 510
Services commerciaux	4 347 400	3 698 300	3 941 950	3 518 600
Activités artisanales et industrielles	182 000	138 000	258 000	217 500
<b>Totaux</b>	<b>24 852 944</b>	<b>29 678 890</b>	<b>37 022 553</b>	<b>36 320 210</b>

**Tableau n° 24 : Les principales sources de dépenses de la commune au cours des 4 dernières années.**

Rubriques	Années			
	2004	2005	2006	2007
Dépenses de	13 540 509	15 117 664	20 797 488	15 776 380

fonctionnement				
Matières et fournitures consommables	1 189 270	2 229 900	1 913 250	1 760 010
Charges et pertes divers	1 930 798	1 827 340	203 034	2 019 789
Frais du personnel	6 649 768	9 432 374	10 112 021	14 641 431
<b>s/ total</b>	<b>23 310 345</b>	<b>28 607 278</b>	<b>33 025 793</b>	<b>34 197 610</b>
Dépenses d'investissement	1 408 300	587 700	3 870 950	1 871 600
<b>Total</b>	<b>24 718 645</b>	<b>29 194 978</b>	<b>36 896 743</b>	<b>36 069 210</b>

Source : Administration communale Gitobe

#### **IV. ANALYSE DE LA PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE : DES POTENTIALITES ET DES CONTRAINTES AU DEVELOPPEMENT**

##### **IV.1. RAPPEL DES ATOUTS ET POTENTIALITES DE LA COMMUNE**

La commune Gitobe compte beaucoup d'atouts et potentialités pouvant jouer un rôle important dans son développement. L'essentiel étant de bien les entretenir et de les rentabiliser. Les principaux atouts identifiés sont les suivant :

##### **IV.1.1. une population jeune et laborieuse et paisible**

La population de la commune représente d'énormes potentialités du circuit économique en tant que main-d'œuvre. Cette population jeune et laborieuse pourrait s'ouvrir aux innovations moyennant une bonne mobilisation. Tâche qui revient à l'administration. C'est grâce au dynamisme de la population que des écoles ont été construites sur certaines collines sans devoir attendre la contribution des bailleurs ou tout au moins en ne demandant aux contribuables extérieurs que des matériaux importés. L'apport de population pour réaliser tous les projets de développement est d'une importance capitale. Les natifs œuvrant dans les différents services peuvent contribuer au développement de leur commune par leur contribution et leur sensibilisation.

##### **IV.1.2. Existence de sources d'eau aménagées**

Même si l'eau potable n'est pas suffisante, la commune compte quand même beaucoup de sources aménagées et d'autres aménageables. La commune compte aussi réseaux d'eau.

**IV.1. 3. 15 écoles primaires et 3 écoles secondaires** tous des collèges communaux (Gitobe, Gihinga et Ngoma ). Ces écoles ont certes réduit les déperditions et désengorgé certaines classes par rapport aux années écoulées mais les effectifs restent élevés dans les classes suite à la mesure présidentielle de la gratuité de l'enseignement primaire.

**IV.1.4. Les associations de développement :** le mouvement associatif est développé ces derniers temps car beaucoup de partenaires comme le PRASAB exige que la population soit en association pour qu'elle bénéficie de leur appui.

**IV.1. 5. Les routes :** la commune Gitobe dispose des pistes même si la plupart est en mauvais état par manque d'entretien.

#### **IV.1.2. RAPPEL DES CONTRAINTES ET DES PROBLEMES DE LA COMMUNE.**

Dans l'atelier de synthèse communale les participants ont identifiés les principaux contraintes ou problèmes qui minent le développement de la commune.

Ont participé à cette séance de mise en commun au niveau de la Commune, les représentants des zones élus comme membres du CCDC ainsi que les services déconcentrés au niveau de la Commune.

C'est une étape qui fait suite aux résultats issus des ateliers zonaux, où les participants sont appelés à échanger et déterminer les priorités de la commune pour son développement socio-économique.

Les problèmes sont repris un à un tels qu'ils ont été identifiés lors des ateliers spécifiques, puis comparés entre eux pour pouvoir les hiérarchiser en vue de dégager ceux qui sont jugés prioritaires afin de proposer des solutions alternatives tout en précisant les lieux les plus nécessaires. Après avoir vérifié la similitude entre les problèmes identifiés dans toutes les zones, les participants ont dressé une liste de tous les principaux problèmes qui se posent au niveau de toute la commune. Que voici :

**1. Faible niveau de scolarisation :** la commune souffre d'un manque criant de homes pour enseignants, d'une insuffisance des écoles et d'un manque de matériels didactiques. Nous n'oublierons pas de signaler le nombre d'enseignants insuffisant. La commune n'a pas de centre d'enseignement de métiers pour accueillir les enfants déscolarisés au niveau de la 6<sup>ème</sup> année sauf le seul centre de métier qui est dans la main de l'Eglise catholique (Paroisse Bugwana). Elle n'a pas aussi de écoles maternelles pour accueillir les petits enfants avant l'âge scolaire. La pauvreté dans les ménages et les indigents qui ne cessent d'augmenter est à la base des abandons scolaire par manque de matériels scolaires

**2. Faible accès aux soins de santé :** la commune souffre d'une insuffisance d'infrastructure sanitaire. Les femmes enceintes accouchent au domicile suite à l'insuffisance de CDS. Le

personnel soignant fait défaut dans cette commune. Dans les CDS, il y a le problème d'équipements. Les médicaments coûtent très chers. Certaines localités sont très éloignées des CDS, la population a du mal à se faire soigner. Les moyens de secours sont limités car les CDS n'ont pas d'ambulance. L'autre problème est que la population n'a pas une mutuelle et même la carte d'assurance maladie n'est plus usuelle.

3. **Manque d'eau propre et d'hygiène:** les sources aménagées ne sont en bon état de même que les réseaux d'eau sur lesquels beaucoup de bornes fontaines ne sont fonctionnel. Beaucoup d'infrastructures hydrauliques ne sont pas entretenues. La majeure partie de la population consomme l'eau des rivières, une eau impropre. Des sources d'eau ne sont pas aménagées tandis que d'autres sont à réhabiliter complètement
4. **Habitat indécents :** La majorité de la population habite dans des maisons de mauvaise qualité. La plupart habite dans des maisons en paille qui ne remplissent pas les règles d'hygiène. Cela est dû au fait que les ménages n'ont de revenus suffisants pour pouvoir se procurer une toiture en tuiles ou tôles. La commune compte beaucoup de vulnérables incapables de se construire une maison. Les maisons en paille sont perméables à la pluie et les conditions d'hygiène y sont également précaires.
5. **Faible production agricole :** la terre est devenue très aigue et ne permet plus de pratiquer certaines pratiques agricoles comme la rotation. Par manque de protection contre l'érosion, il y a une perte excessive de la fertilité. Sans oublier la diminution du cheptel qui ne permet plus d'avoir la fumure organique. Les aléas climatiques ont des conséquences sur les rendements agricoles. Les agriculteurs ne sont pas encadrés suffisamment car il n'y a qu'un seul agronome avec un assistant par zone. Les moniteurs étant nouveaux sans matériel de travail.
6. **Mauvais état des routes :** les routes et les pistes de la commune ne sont pas praticables. Les unes ne sont pas entretenues et les autres ne sont pas protégées contre l'érosion. À part la mobilisation de la population pendant les travaux communautaires, la Commune n'a pas de moyens pour entretenir le réseau routier. L'activité commerciale éprouve des difficultés dans le transport des marchandises. Le problème devient plus grave lorsqu'il s'agit de faire un transfert d'une personne malade à l'hôpital tel qu'une maman qui a besoin d'une opération. Les routes non praticables freinent le développement car beaucoup d'intervenants se limitent dans les zones accessibles.
7. **Problème lié aux activités économiques non rentables :** les activités hors agriculture ne sont pas rentables. Le commerce par exemple se heurte au problème de manque de marché moderne. De plus peu de métiers se pratiquent dans la commune.

8. **Problèmes sociaux** : par ignorance de la loi certaines pratiques freinent le développement de la commune. C'est notamment la polygamie et d'autres pratiques non conformes à la loi.
9. **Problème liés au sport et à la culture** : la commune ne dispose pas de stade et de tribune pour des festivités communautaire. De plus les autorités communales ont des difficultés d'encadrements de la jeune étant donné que la commune n'a pas de terrains de jeu. Les équipes d'animations n'ont pas d'équipements.

## V. ORIENTATION STRATEGIQUES ET VISION DE LA COMMUNE

### V.1. RAPPEL DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE DEVELOPPEMENT DU PAYS.

Le Burundi ne travaille pas en vase clos. Il doit s'adapter aux lignes tracées par les autres nations dans le développement. C'est ainsi que les orientations stratégiques du Burundi sont établies en référence aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les objectifs du milliaire ainsi que leurs objectifs spécifiques sont donnés dans le tableau suivant :

**Tableau 25 : Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)**

Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)	Objectifs spécifiques
Réduire l'extrême pauvreté et la faim	Réduire à moitié la population vivant en dessous d'un dollar par jour
	Réduire à moitié la population mal- nourrie
Assurer l'Education primaire pour tous	Augmenter le taux de scolarisation jusqu'à 100%
Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Augmenter le ratio fille/garçons jusqu'à 1 dans le primaire
Réduire la mortalité infantile	Réduire des 2/3 la mortalité infantile
Améliorer la santé maternelle	Réduire des ¾ les décès maternels
Combattre le VIH/SIDA	Stopper la propagation



	Inverser les tendances et réduire la prévalence de 6%/an
Assurer un environnement durable	Réduire de moitié la population sans accès à l'eau potable
Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

La planification de chaque commune devra suivre les politiques tracées par le pays c'est notamment le Cadre Stratégique de Croissance Economique et de Réduction de la Pauvreté (CSLP) qui retient quatre axes stratégiques de développement, à savoir :

Les axes du CSLP

1. Amélioration de la gouvernance et de la sécurité
2. Promotion d'une croissance économique durable et équitable :
  - ❖ Développement des secteurs porteurs de croissance : agriculture, élevage, environnement et pêche
  - ❖ Augmentation des opportunités d'emploi en faveur des pauvres
  - ❖ Développement des infrastructures d'appui à la production
3. Développement du capital humain :
  - ❖ Santé
  - ❖ Education
  - ❖ Eau potable
  - ❖ Appui aux vulnérables
4. Lutte contre le SIDA
  - ❖ Prévention de la transmission
  - ❖ Prise en charge des personnes infectées
  - ❖ Réduction des impacts sur les personnes affectées par le SIDA

C'est ainsi que la commune Gitobe a construit une vision répondant à ces politiques de référence

## V.2. VISION DE LA COMMUNE

Après plusieurs propositions de visions, une vision consensuelle de la Commune énoncée comme suit :

**Gitobe, une commune où la population a accès aux soins de santé, pleine d'intellectuels, habitant décemment avec production suffisante et sécurité alimentaire assurée.**

Les participants ont émis cette vision dans le souhait de voir leur commune y arrive après l'exécution des projets contenus dans le PCDC. Ainsi la commune serait entrain de contribuer au développement de tout le pays.

### **V.3. FORMULATION DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE DEVELOPPEMENT DE**

#### **LA COMMUNE**

Les axes stratégiques retenus répondent aux préoccupations de la population de la commune. Les points de vue des acteurs du développement ont été pris en compte servant de guide dans la fixation des programmes de développement de la commune. Les réflexions thématiques qui ont vu la participation des catégories suivantes :

- des membres de l'équipe de planification,
- des Représentants des services techniques déconcentrés œuvrant dans la commune ;
- Représentants des services techniques provinciaux ;
- Membres du CCDC ;
- Membres du conseil communal ;
- Représentants de la société civile.

La présence de toutes les parties prenante a permis d'analyser dans leur en long et en large et de manière approfondie les différents secteurs porteurs d'un changement positifs. Ainsi 3 groupes thématiques correspondant à 3 orientations stratégiques ont été constitués :

- ❖ Santé, Bonne gouvernance, Sida, Eau et assainissement
- ❖ L'habitat, les actions sociales et l'éducation ;
  
- ❖ L'agri- élevage, de l'environnement, des pistes rurales et de l'économie

Les participants ont donné des projets pouvant apporter un changement positif dans la vie de la population de la commune Gitobe. Pour ne pas être trop ambitieux et vouloir embrasser trop de choses à la fois, les participants ont essayé de formuler de projets réalistes et réalisables. Ainsi les projets retenus sont les suivants :

- Amélioration de l'accès à la scolarisation ;
- Amélioration des conditions des soins de santé ;
- Amélioration de l'habitat ;
- Approvisionnement en eau potable et l'assainissement ;
- Relance des activités agropastorales et protection de l'environnement ;

- Réhabilitation des pistes rurales ;
- Promotion de la bonne gouvernance ;
- Lutte contre le Sida ;
- Relance de l'économie ;
- Amélioration des relations socio- culturelles ;

Ainsi après la formulation des orientations stratégiques du développement de la Commune, le choix des projets, des résultats et actions à mener pour résoudre les problèmes qui minent le développement de la commune a été identifiés:

#### **V.4. FORMULATION DES RESULTATS ET ACTIONS A MENER SUIVANTS LES PROJETS IDENTIFIES.**

Les résultats et les actions à mener sont repris dans le tableau suivant :

**Tableau 26 : Formulation des résultats et actions à mener en fonctions des projets identifiés**

<b>Problème identifié</b>	<b>Projet</b>	<b>Résultats</b>	<b>Actions à mener</b>
<b>Faible accès à la scolarisation</b>	<b>Amélioration de l'accès à la scolarisation</b>	Infrastructures scolaires ont augmenté	Agrandir/étendre les écoles
			Réhabiliter les écoles
			Construire les écoles
			Construire les écoles maternelles près d'écoles primaires
		Les enseignants qualifiés et motivés sont suffisants	Construire des homes pour enseignants
			Mettre en place un fond d'encouragement pour les nouveaux enseignants
			Organiser des séances de recyclage pour les enseignants
Tous les enfants en âge de scolarisation fréquentent l'école	Appuyer la scolarisation des enfants vulnérables		

			Sensibiliser les parents sur l'intérêt de scolariser leurs enfants
<b>Faible accès aux soins de santé</b>	<b>Amélioration des conditions des soins de santé</b>	L'accès aux soins de santé est assuré	Construire/étendre et équiper les CDS
			Construire et équiper un hôpital
		Le personnel soignant est suffisant	Améliorer les conditions de vie et de travail du personnel soignant (salaire et les homes)
			Renforcer les capacités du personnel soignant
			Réintroduire la carte d'assurance maladie
			Assurer la gratuité des soins de santé pour les vulnérables
			Organiser et former les relais communautaires de santé
			Appuyer les activités de promotion de la santé dans les écoles
Sensibiliser les communautés sur les soins de santé primaires / pharmacies communautaires / tradi praticiens / sage femmes			
<b>Manque d'eau potable et d'hygiène</b>	<b>Approvisionnement en eau potable et l'assainissement</b>	L'approvisionnement en potable est assuré	Construire les réseaux d'adduction d'eau
			Réhabiliter les réseaux d'eau
			Construire et réhabiliter les sources aménagées
			Construire de nouveaux systèmes de collecte des eaux des pluies
			Réhabiliter les systèmes de collecte des eaux des pluies existants
			Redynamiser les comités d'eau

		L'hygiène est assurée	<p>Construire les latrines dans les lieux publics et dans tous les ménages</p> <p>Organiser des séances de sensibilisation sur les règles d'hygiène en faveur de la population</p>
<b>Habitat indécent</b>	<b>Amélioration de l'habitat</b>	L'accès à l'habitat décent est assuré	Disponibiliser les couvertures à bas prix et octroyer des couvertures (tôles et tuiles) aux vulnérables
			Planter les arbres pour pallier au problème de manque de perches
			Appuyer les associations de fabrication des matériaux de construction
<b>Faible production agricole</b>	<b>Amélioration de la production agricole</b>	Les exploitations agricoles sont bien gérées	Assurer la protection des terres culturales
			Diminuer le prix des engrais chimiques
			Repeupler le cheptel
			Renforcer les capacités des encadreurs agricoles
		La disponibilité des semences de qualité, des produits phytosanitaires et du matériel est assurée	Disponibiliser les semences sélectionnées
			Rendre disponibles les produits phytosanitaires et le matériel agricole
		L'environnement est protégé	Reboiser les aires dénudées
			Planter les haies anti-érosives
			Respecter les normes modernes de drainage des marais
			Organiser des séances de formation, information et sensibilisation en rapport avec l'environnement
			Organiser des séances de sensibilisation sur les conséquences néfastes des feux de brousse

<b>Mauvais état des routes et pistes</b>	<b>Réhabilitation des pistes rurales</b>	Les routes sont praticables	Réhabiliter les pistes et ponts
<b>Activités économiques non rentables</b>	<b>Promotion des activités hors agricoles</b>	Les activités hors agricoles sont rentables	Renforcer les capacités des opérateurs
			Appuyer la structuration des commerçants
			Construire un marché moderne
			Electrifier la commune
<b>Problèmes sociaux</b>	<b>Amélioration des relations socioculturelles</b>	Les rapports sociaux sont améliorés	Vulgariser le code de la personne et de la famille
			Appuyer les enfants vulnérables dans la scolarisation
			Faire des appuis psycho-social aux personnes traumatisées

## VI. PLANIFICATION FINANCIERE ET DUREE DES PROJETS

**Tableau 27 : Analyse thématique des problèmes liés à l'éducation**

Problèmes identifiés	Objectif	Action à mener	Localisation	I.O.V	Coût (en millions)	Calendrier					Contribution		
						1	2	3	4	5	Populati on	Administrati on	Baille ur
Faible taux de scolarisation, peu d'enseignants ainsi que homes pour enseignants	Amélioration d'accès à la scolarisation	Construire les écoles primaires	Butare Rungazi Birara Gasuru Marembo Mirwa Rugina Rubanza	8 E.P construites	1 800		X	X	X	X	54	36	1710
		Réhabiliter les E.P	Gahosha Nyenzi Butihinda	3 E.P sont réhabilitées	250		X	X	X	X	7,5	5	237,5

	Faire extension des E.P	Baziro	9 E.P sont extendues	1 500		X	X	X	X	45	30	1 425
		Butahana										
		Ruhongore										
		Butihnda										
		Kivumu										
		Bucana										
		Santunda										
		Gahosha										
		Bugwana										
	Construire des COCO	Gihinga	2 COCO construits	400		X	X			12	8	380
		Shore										
	Faire extension des COCO	Gitobe ( pour devenir Lycée)	1 lycée fonctionnel	100		X				3	2	95
	Réhabiliter les COCO	Gitobe	1 COCO réhabilité	60		X				1,8	1,2	57
	Construire les CEM	Shore	3 CEM sont construits et fonctionnels	800		X	X	X		24	16	760
		Gitobe										
		Baziro										



Problèmes identifiés	Objectif	Action à mener	Localisation	I.O.V	Coût (en millions)	Calendrier					Contribution		
						1	2	3	4	5	Population	Administ ration	Bailleur
		Recruter le personnel enseignant	Toute la commune	Nombre d'enseignants recrutés			X	X	X	X		PM	PM
		Organiser des recyclages	Toutes les écoles	Nombre de séances organisées	75								75
		Construire les homes pour enseignants	COCO Ngoma, COCO Gitobe, COCO Gihinga, EP Bugwana, EP Butihinda, EP Santunda, EP Shore	7 homes pour enseignants construits	140		x				4,2	2,8	133
		-Créer un fond Communal de prise en charge des nouveaux enseignants	Toute la Commune	1 Fond communal créé	20		X	X	X	X		20	

**Tableau 28 : Analyse thématique des problèmes liés à l'eau potable et à l'assainissement du milieu**

Problèmes identifiés	Objectif	Action à mener	Localisation	I.O.V	Coût (en millions)	Années					Contribution		
						1	2	3	4	5	Population	Administration	Bailleur
Manque d'eau potable et d'hygiène	Approvisionner la commune en eau potable et améliorer les conditions d'hygiène	Construire les réseaux d'adduction d'eau	* Runyinya- tonga (±3km) * Gatobe – Cumba (±4km) * Gihamagara- Rungazi (±10km) * Rugero- Runyinya (±5km) *Coga – Rubanza (±10km) * Ryarubugu- Nyenzi – Cogo (±7km) * Kidasha- Ruhongore- Mabuga (±15km) * Rubandiro- Marambo- Bucana (±15km)	15 réseaux d'eau construits	1000		X	X	X	X	30	20	950

			<p>* Santunda- Gayaza- Ruremba (±28 km)</p> <p>* Ndurmu – Mugeregere  (±5 km et à l'aide d'une pompe)</p> <p>* Rubugu- E.P Ngoma (±6 km et à l'aide d'une pompe)</p> <p>* Kivumu- Baziro- Gihinga ( ±16 km et à l'aide d'une pompe)</p> <p>* Muhingo – Butare – Shore (±20km et à l'aide d'une pompe)</p>										
		Construire les sources aménagées	Gahosha : 5  Bugwana : 10	-60 sources d' eau sont aménagées	48		X	X			1,44	0,96	97,6

			Mirwa : 5 Kivumu – Gihinga : 20 Nyamabuye : 3 Bigombo : 5 Nyenzi : 5 Butahana : 2										
		Redynamiser les comités d'eau	Toute la commune	Les comités d'eau redynamisés	10		X	X	X	X			10
		Construire les latrines dans les lieux publics		Les latrines construites	100		X	X	X	X	3	2	95
		Organiser des séances de sensibilisation sur les règles d'hygiène en faveur de la population		Au moins 4 ateliers de sensibilisation sont organisés par an	4		X	X	X	X			4

**Tableau 29 : Analyse thématique des problèmes liés à la santé**

Problèmes identifiés	Objectif	Action à mener	Localisation	I.O.V	Coûts (en millions)	Années					Contribution		
						1	2	3	4	5	Population	Administration	Bailleur
Faible accès aux soins de santé	Améliorer les conditions d'accès aux soins de santé	Construire et équiper les CDS	Tonga, Gasuga, Kivumu	3 CDS construits et équipés	1080		X	X	X		32,4	21,6	1 026
		Renforcer les capacités du personnel soignant	Toutes les CDS	4 séances de formation / information organisées chaque année	16		X	X	X	X			16
		Assurer la gratuité des soins de santé pour les vulnérables	Toute la commune	Soins de santé sont gratuits pour 100 % des vulnérables	200		X	X	X	X			200
		Organiser et former les relais communautaires de santé	Toute la commune	200 relais communautaires sont formés	15		X	X	X	X			15

**Tableau 30 : Analyse thématique des problèmes liés aux actions sociales**

Problèmes identifiés	Objectif	Action à mener	Localisation	I.O.V	Coûts (en millions)	Années					Contribution		
						1	2	3	4	5	Population	Administration	Bailleur
Dégradation des valeurs sociales	Rétablissement des valeurs sociales	Renforcer les activités de sensibilisation pour que la population change de mentalité	Toute la commune	4 séances de sensibilisations sont organisées par an et par zone	20		X	X	X	X			20

**Tableau 31 : Analyse thématique des problèmes liés à l'agri-élevage et à l'environnement**

Problèmes identifiés	Objectif	Action à mener	Localisation	I.O.V	Coût (en millions)	Années					Contribution		
						1	2	3	4	5	Population	Administration	Bailleur
Faible production	Avoir une production suffisante	Disponibiliser les semences sélectionnés : Pommes de terre, boutures de manioc résistants à la mosaïque, colocases, boutures de banane ,arachides ,riz , semences résistants à la sécheresse , disponibiliser le fumier , repeuplement du cheptel( chèvres , moutons , Porcs, vaches ) , disponibiliser les produits phytosanitaires (	Toute la commune	90 tonnes de pomme de terre, 300.000 boutures de manioc, 360.000 de colocases, 180.000 de bananiers, 60 tonnes d'arachides, 30 tonnes de riz, 300 tonnes de fumier sont disponibilisés ;  * Pour repeuplement du cheptel : 18000 chèvres, 12000 Moutons, 3000 porcs,	510		X	X					510

		<p>construction et équipement des pharmacies vétérinaires , construction et équipement des pharmacies agricoles</p> <p>Organiser les campagnes de formation/information en matière de l'agriculture (formation à l'endroit des encadreurs agricole ainsi que les membres des mouvements associatifs),</p> <p>Appuyer les associations agricoles</p> <p>Construire un centre semencier</p> <p>Aménager les marais</p>	<p>Toutes les collines</p> <p>Toute la commune</p> <p>BUTAHANA</p> <p>Nduruma, Kabuyenge, Rutindo, Bucana, Nyenzi</p>	<p>1000 Vaches sont distribués,</p> <p>*6 maisons sont construites et équipées : 3 pour pharmacies vétérinaires et 3 pour les produits phytosanitaires</p> <p>12 séances de formation sont organisées chaque année</p> <p>30 associations sont appuyées</p> <p>1 Centre semencier construit</p> <p>5 marais sont aménagés</p>	<p>1 800</p> <p>90</p> <p>36</p> <p>30</p> <p>50</p> <p>150</p>		X	X	X	X			1 800
							X	X	X				
							X	X	X				
							X	X	X				
							X	X	X	1,5	1		
							X	X	X				
Environnement n'est pas protégé	Protéger l'environnement	<p>Planter les arbres sur toutes les collines</p> <p>Tracer les courbes de niveau et installation des arbres agro</p>	<p>Toutes les collines</p> <p>Toutes les</p>	<p>Une étendue de 5000 ha couverte par des arbres</p> <p>50 000 km sont tracés</p>	<p>75</p>		X	X	X	X			75

		forestiers et fruitiers	collines		1952		X	X	X	X	132	20	1800
		Organiser des séances de formation, information et sensibilisation en rapport avec l'environnement	Toute la commune	12 séances/an organisées	180		X	X	X	X			180

**Tableau 32 : Analyse thématique des problèmes liés au mauvais état des pistes rurales**

Problèmes identifiés	Objectif	Action à mener	Localisation	I.O.V	Coûts (en millions)	Années					Contribution		
						1	2	3	4	5	Population	Administration	Bailleur
Les pistes ne sont pas nombreuses et sont en mauvais état.	Rendre les pistes plus praticables	réhabiliter les pistes	* Gitobe- Marembo- Bucana- Gihinga- Bwambarangwe (17km avec 20 ponceaux)  * Gitobe- Rungazi- Gatemere (15 km avec 10 ponceaux)  * Bucana- Santunda- Kagazo- Kabuyenge (19 km avec 30 ponceaux)	3 pistes d'une longueur de 51 km avec 60 ponceaux sont réhabilitées	72		X	X			2,16	1,44	68,4
		Tracer de nouvelles pistes	* Gihinga- Baziro- Nyenzi- Ngoma (22km avec 15	19 pistes d'une longueur de 425	571,2		X	X	X	X	17,136	11,424	542,64



			<p>ponceaux)</p> <p>* Marambo- Ruhongore- Nyenzi- Ngoma (20 km avec 34 ponceaux)</p> <p>* Butahana – Muhetsi (4 km avec 3 ponceaux)</p> <p>* Gitobe- Cumba- Gatobe- Gatabo ( 13 km avec 6 ponceaux)</p> <p>*Cumba- Nkomero- Cendajuru (13 km avec 4 ponceaux)</p> <p>* Bugwana- Ruhongore- Nyenzi- Nyamabuye- Tonga (20 km avec 20 ponceaux</p> <p>* Butihinda – Gihamagara- Gatabo (5 km avec 4 ponceaux)</p> <p>* Butahana- Mugerere- Gatabo (5 km avec 3 ponceaux)</p> <p>* Shore- Kagazo- Rubanza (16 km avec 6 ponceaux)</p> <p>*Gitobe – Gahosha- Mbizi – Butare – Shore (22 km avec 13 ponceaux)</p> <p>* Bugwana – Marambo- Ruhongore- Mabuga-</p>	<p>km avec 228 ponceaux sont construits</p>									
--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--

			<p>Gikomero- Mirwa (19 km avec 10 ponceaux)</p> <p>* Gahosha- Mugongo- Butare- Gayaza (14 km avec 6 ponceaux)</p> <p>* Bucana- Kavo- Butare (5km avec 4 ponceaux)</p> <p>* Mbizi – Coga – Rubanza- Kabuyenge (18 km avec 15 ponceaux)</p> <p>* Rukori- Kimirika- Nyarutovu- Mabuga- Ruhongore (30km avec 10 ponceaux)</p> <p>* Mugeregere- Gatemere (5 km)</p> <p>* Mugorogoro- Butihinda (3km avec 3 ponceaux)</p> <p>*Rungazi- Gahosha – Bugwana (15 km avec 9 ponceaux)</p> <p>* Marembo- Kivumu- Baziro (6 km avec 3 ponceaux)</p>										
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

**Tableau 33 : Analyse thématique des problèmes liés à l'habitat de la population**

Problèmes identifiés	Objectif	Action à mener	Localisation	I.O.V	Coûts (en millions)	Année					Contribution		
						1	2	3	4	5	Population	Administration	Bailleur
Habitat indécents	Améliorer la qualité de l'habitat	Disponibiliser les couvertures à bas prix	Toutes les collines	Au moins 80% de la population ont un habitat décent	500		X	X	X	X	15	10	475
		Octroi des couvertures (tôles et tuiles) aux vulnérables	Toutes les collines	90% des vulnérables sont appuyés	300		X	X	X	X			300
		Sensibiliser la population sur le bien fondé de se regrouper en association afin de s'entraider dans la fabrication des tuiles et des briques	Toutes les collines	20 associations sont créées et appuyées	100		X						100
		Promouvoir le regroupement en village	Toutes les collines	90% de la population vivent dans des villages	PM		X	X	X	X	PM	PM	PM

**Tableau 34: Analyse thématique des problèmes liés au VIH/SIDA**

Problèmes identifiés	Objectif	Action à mener	Localisation	I.O.V	Coût (en millions)	Années					Contribution		
						1	2	3	4	5	Population	Administration	Bailleur
Le nombre de personnes atteintes du VIH/SIDA augmente sans cesse et les malades sont stigmatisés et discriminés	Lutte contre les impacts du VIH/SIDA	Promouvoir PTME (Protection, Transmission Mère-Enfant)	Structures sanitaires	Le nombre de femmes enceintes sous protection	100		X	X	X	X			100
		Sensibiliser la population pour que les victimes des violences sexuelles soient amenées dans les structures de prises en charge	Toutes les collines	Le nombre de personnes accueillies dans les centres de prise en charge	15		X	X	X	X			15
		Multiplier les centres de dépistage	Toute les zones	3 centres de dépistage sont fonctionnels	PM						PM	PM	PM
		Disponibiliser les préservatifs	Tous les CDS	On peut trouver des préservatifs dans 100 % des CDS	30		X	X	X	X			30
		Disponibiliser les médicaments contre les maladies opportunistes, antirétroviraux et suivre biologiquement les PVVS		Les médicaments sont disponibles et le suivi biologique des PVVS est									

			Toutes les CDS	assuré	300		X	X	X	X			30
		Former le personnel de santé sur la prise en charge communautaire	Toute la commune	Tout le personnel de santé est formé	10		X	X	X	X			10
		Créer et appuyer les clubs stop Sida dans les écoles	Toute la commune	Le nombre de Club stop Sida créé dans les écoles	2		X	X	X	X			2
		Augmenter les activités génératrices de revenus en faveur des PVVS	Toute la commune	Le nombre d'AGR créés en faveur des PVVS	50		X	X	X	X			50
		Appuyer les structures de prise en charge des EOV et autres groupes vulnérables	Toutes les collines	Les structures de prise en charge des EOV et autres groupes vulnérables sont appuyés	30		X	X	X	X			30
		Organiser des séances de sensibilisation en faveur de la communauté sur la sauvegarde des intérêts des EOV	Toute la commune	Nombre de séances de sensibilisation organisées.	18		X	X	X	X			18

**Tableau 35: Analyse thématique des problèmes liés à la gouvernance**

Problèmes identifiés	Objectif	Action à mener	Localisation	I.O.V	Coûts (en millions)	Années					Contribution			
						1	2	3	4	5	Population	Administration	Bailleur	
Mauvaise gouvernance	Asseoir une bonne gouvernance	Vulgariser la loi tant au niveau de la population qu'au niveau de l'administration	Toutes les collines	Nombre d'ateliers de sensibilisation organisés	15		X	X	X	X				15
		Doter le tribunal de résidence des moyens de déplacements et des juges compétents	Toutes les collines	Le tribunal de résidence est doté d'un véhicule	40									40
		Punir les auteurs de l'injustice	Toutes les collines	Nombre de personnes punies	PM		X	X	X	X	PM	PM		X
		Lutter contre l'impunité	Toutes les collines	Nombre de personnes punies	PM		X	X	X	X	PM	PM		PM
		Punir sévèrement les auteurs des actes de corruption	Toutes les collines	Nombre de personnes punies	PM		X	X	X	X	PM	PM		PM
		Prendre en charge les												

		femmes victimes des violences (prise en charge sociale, médicale et judiciaire)	Toutes les collines	Nombre d'enfant est des femmes prises en charge	40		X	X	X	X			40
		Traduire en Kirundi et vulgariser la loi sur le code de la personne et de la famille	Toute la commune	Toute la population est informée sur ses droits et ses devoirs	15		X	X	X	X			15
		Renforcer les capacités des agents de la Commune sur la gestion des ressources communales	commune	Les agents communaux sont formés	5		X	X	X	X			5

**Tableau 36: Analyse thématique des problèmes liés à l'économie**

Problèmes identifiés	Objectif	Action à mener	Localisation	I.O.V	Coût (en millions)	Années					Contribution		
						1	2	3	4	5	Population	Administration	Bailleur
Economie précaire	Redynamiser l'économie	Construire un marché moderne	Zone Gitobe	1 marché moderne construit	800			X			24	16	760
		Disponibiliser une antenne afin de faciliter la communication via les téléphones mobiles	L'une des collines de la commune	1 antenne est disponibilisé	PM		X						PM
		Electrifier tous les centres.	Toute la commune	Tous les centres sont électrifiés	100		X	X	X	X	3	2	95
		Appuyer les associations d'auto- développement	Toute la commune	95 % des associations sont appuyées	50		X	X	X	X			50



## **VII. mécanisme de mise en œuvre, de suivi-évaluation et d'actualisation du PCDC**

### **VII.1. La mise en œuvre du PCDC**

La mise en œuvre du PCDC suivra la démarche adoptée lors de son élaboration. Il s'agit d'impliquer toutes les parties prenantes. C'est-à-dire à partir du conseil communal, conseils collinaires et tous les autres comités de développement élus (CDC et CCDC) sans oublier la population et les partenaires de développement œuvrant dans la commune. Les services déconcentrés étant associés lors de l'élaboration.

Deux grandes phases sont distinguées. Il s'agit de :

- ✓ De la phase organisationnelle : c'est une phase qui comprend la phase de vulgariser le PCDC, le porte à la connaissance de tous les acteurs. C'est dans cette phase qu'on va faire des plaidoyers pour la mobilisation des fonds pour l'exécution des projets retenus ;
- ✓ La phase opérationnelle qui est la phase dans laquelle on définit la démarche de mise en œuvre des projets retenus.

#### **VII.1.1.Phase organisationnelle**

Avant de mettre en œuvre le PCDC l'autorité communale devra faire une large diffusion pour qu'il soit connu de tous les acteurs. Il s'agira de façon de vulgariser le plan pour obtenir une appropriation de la communauté de base qui en est l'actrice principale et tous les autres intervenants dans le développement socioéconomique de la commune. Le PCDC servant de référence à toutes les interventions dans la commune. Par cette large vulgarisation, la population pourra assurer le suivi – évaluation des activités retenues dans le PCDC.

La vulgarisation se faire sous forme de campagne d'information et de sensibilisation à l'endroit des bénéficiaires et partenaires au développement et peuvent se résumer comme suit :

- Traduire le PCDC en Kirundi ;
- Multiplier le PCDC ;
- Restituer le PCDC auprès des acteurs ;
- Une large diffusion de la version résumée en Kirundi du PCDC au niveau de la base ;
- Une diffusion sous forme de débats avec les services sectoriels du PCDC ;
- Une table ronde des bailleurs de fonds.

L'administration communale devra se mobiliser pour mener cette campagne qui conditionnera la mise en œuvre effective du PCDC. Elle pourra se faire aider par l'équipe communale de planification. Mais cette équipe aura besoin d'une séance de renforcement de capacité sur les techniques de communication et de plaidoiries.

Pour que PCDC soit mis en œuvre sans problème, il faut qu'il y ait partage de rôle et de responsabilités des différents acteurs. Chacun ayant un cahier de charge bien précis.

C'est ainsi qu'ils auront les tâches suivantes :

**La population** qui la principale bénéficiaire des fruits des projets du PCDC. La participation de la population doit être effective et non passive. Implication de la population commence par le choix des comités compétents qui à leurs tours fera la mobilisation et d'organisation de celles-ci. Pour que les membres des comités sachent quoi faire, il serait mieux qu'ils partagent les tâches et les responsabilités dans les différents projets en exécution dans leur commune.

**Les comités de développement** chargé de faire :

- ❖ La mobilisation de la population des collines autour des projets communautaires pour une meilleure appropriation;
- ❖ La mobilisation des financements de la population par une gestion transparente des fonds collectés ;
- ❖ La plaidoirie pour la recherche de financement auprès des partenaires potentiels de la commune ;
- ❖ Le suivi-évaluation des réalisations des différents projets.

**Le conseil communal** doit élaborer le PCDC et ainsi il doit être le maître d'ouvrage dans la mise en œuvre du plan. Il doit faire la coordination dans l'exécution des projets découlant du PCDC. En effet, le Conseil Communal est l'organe qui doit défendre les intérêts de la population car il incarne la confiance de la population car il élu par cette dernière. Le conseil communal pourra mettre en place des commissions ad hoc pour une mise en place d'un projet pour appuyer le conseiller technique chargé du développement, la négociation ou la mobilisation des fonds ou l'évaluation d'un projet en cours.

**L'administration communale** est chargée de la gestion comptable des fonds d'investissement. Elle pourra aussi prendre toutes les mesures qui s'imposent pour une bonne marche des projets en cours dans la commune dont la direction lui est confiée.

**L'Etat** appuie la commune à travers la fixation des politiques d développement mais aussi par l'octroi des services à travers ses services techniques déconcentrés. Ces services apportent leurs expertises dans la mise en place des projets et dans l'accomplissement de ces projets.

**Les différents bailleurs de fonds affectés dans le développement:** la démarche utilisée dans l'élaboration du PCDC participative. C'est-à-dire que tous les acteurs ont été associés dans ce processus. Les outils de planification telle que le CSLP et les OMD ont été prise en compte pour vérifier cohérence des projets retenus. D'où le PCDC doit être un document de référence pour tout acteur dans le développement.

Ainsi tout intervenant doit :

- Orienter ses appuis en tenant compte des priorités du PCDC ;
- Apporter un appui à la commune lors de l'élaboration du PCDC tout en veillant à ne pas se substituer à l'autorité communale.

### **VII.1.2. Phase opérationnelle**

Cette phase fait appel à l'exécution des projets retenus dans la PCDC consiste à mener beaucoup d'activités comme les suivantes :

- Mener des études de faisabilité des projets retenus ;
- Mobiliser les financements ;
- Elaborer des plans annuels d'investissement ;
- Inclure les PAI dans le budget annuel de la commune
- l'étape d'élaboration des études d'exécution et de passation des marchés ;
- suivre et évaluer l'état d'avancement de l'exécution des projets

Elle mettra particulièrement l'accent sur les étapes de réalisation et de suivi- contrôle des projets ainsi que l'étape d'évaluation.

#### **▪ mobilisation des fonds**

L'étape de mobilisation de fonds est l'étape la plus importante dans la mise en œuvre des projets. On doit tenir une table ronde de partenaires au développement sur le PCDC. Cela doit être préparé par la commune en collaboration avec les institutions d'appui au développement œuvrant dans la commune. Il s'agira d'informer les participants du contenu du PCDC et les demandent de s'approprier du PCDC en apportant l'appui financier pour l'exécution des projets de ce dernier. Notons qu'il y a des mobilisations internes et des mobilisations externes. La mobilisation externes étant plus facile quand on déjà réunies les ressources internes. Car cela montre la bonne volonté des bénéficiaires.

#### **▪ Etape de réalisation et de suivi-contrôle des projets**

La commune et ses partenaires doivent se convenir sur les stratégies de suivre l'exécution des projets. Le suivi des travaux doit être régulier et suivis d'un rapport d'état d'avancement. Cette responsabilité est pour la commune car elle est le maître d'ouvrage. Pour plusieurs projets se réalisant en même temps, la commune peut mettre en place des comités de suivi ad hoc appuyé par un spécialiste en la matière.

## **VII.2. Evaluation financière de la stratégie de mise en œuvre et du suivi - évaluation du plan**

Après l'étape de mobilisation des fonds pour la mise en œuvre du PCDC la transparence dans la gestion de ces fonds et le suivi rigoureux de la stratégie prise pour la bonne exécution du projet sont indispensables. Une évaluation financière réelle des activités prévues dans cette stratégie s'impose avant le démarrage des projets du PCDC. Comme nous l'avons vu les coûts ne seront pas seulement des projets, il y a beaucoup d'autres activités notamment la vulgarisation du PCDC qu'il faut tenir en compte. Sans oublier les spécialistes qui peuvent intervenir dans certaines études ou séances d'évaluations.

## **VII.3. SUIVI – EVALUATION DU PLAN**

Le suivi - évaluation est indispensable pour suivre la conformité des prévisions et le rythme d'exécution du plan tel que prévue. Cette évaluation étant suivi par l'établissement d'un bilan d'exécution. Cela permettra de faire des réaménagements en vue d'une bonne réussite des activités prévues. Pour une bonne évaluation deux indicateurs sont utilisés. Il s'agit de :

- des indicateurs de réalisation des performances qui prennent en compte les résultats atteints c'est-à-dire le taux de réalisation physique et financière par projet ;
- des indicateurs d'effets ou d'impact. Cela se base sur les bénéficiaires tels que l'accès aux services de base, l'amélioration des conditions de vie de la population, etc.

Pour une bonne évaluation, le processus doit suivre la même démarche que celle suivie lors de l'élaboration. C'est-à-dire qu'on doit impliquer tous les bénéficiaires La démarche de suivi évaluation repose en priorité sur la participation effective de toutes les parties prenantes. A partir de la population, les intervenants dans la commune, la société civile jusqu'au Conseil Communal. Pour des grands projets, la mission d'évaluation pourra être attribuée au conseil technique appuyé par un comité de gestion du projet. Chaque mission d'évaluation devra être suivie par la production d'un rapport de mission sur lequel le conseil communal pourra prendre des décisions qui s'imposent pour la bonne poursuite de l'exécution du plan.